



Rapport sur les investissements internationaux en Tunisie 2022



TABLE DES MATIERES

<i>PREAMBULE</i>	2
<i>PREFACE</i>	3
<i>HIGHLIGHTS 2022</i>	4
A. Rétrospective économique 2022 : une morosité quasi généralisée	6
I. A l'échelle internationale.....	6
a) Répercussions macroéconomiques	6
b) Répercussions sectorielles.....	7
II. A l'échelle nationale	8
B. Perspectives économiques 2023 : un contexte d'incertitudes	9
I. A l'échelle internationale.....	9
II. A l'échelle nationale	10
C. Investissements Directs Internationaux en 2022 : en mutation continue.....	12
I. A l'échelle internationale.....	12
a) Généralités.....	12
b) Analyse sectorielle des IDI mondiaux	13
c) Analyse géographique des IDI mondiaux	13
II. Flux des IDI en Tunisie	15
a) Généralités.....	15
b) Flux des IDI par secteur	17
c) Flux des IDI par pays d'origine	20
d) Flux des IDI en Tunisie	21
III. Stock des IDI en Tunisie	22
a) Généralités.....	22
b) Stock des IDI par secteur	23
c) Stock des IDI par pays d'origine	24
d) Stock des IDI par région.....	25
<i>ANNEXES STATISTIQUES</i>	26

PREAMBULE

Le présent rapport a pour objectif de fournir une idée globale sur la situation des investissements directs internationaux (IDI) drainés par la Tunisie.

Élaboré annuellement par l'équipe FIPA-Tunisia, « *Invest in Tunisia Agency* », plus particulièrement par M. Sami Bousselmi, Directeur des Etudes & de la Coopération Internationale avec la participation de M. Hatem Essoussi, Directeur de la Promotion des Technologies Evoluées, le rapport des investissements directs internationaux a pour principal objectif d'informer, de manière statistique et générique, sur les opérations d'investissement qui ont eu lieu en Tunisie, en valeur et en nombre, leurs natures ainsi que leurs répartitions, tant sectorielle que régionale, leur impact sur le marché de l'emploi...

Il est essentiel de noter que les données qui y sont présentées proviennent d'un travail réalisé conjointement avec des institutions nationales partenaires et concernées par les IDI, et ce dans le cadre d'une commission ad-hoc.

De ce fait, elles pourraient être assujetties à des modifications mineures indépendantes de la volonté de FIPA-Tunisia.

Une première partie est dédiée sommairement au bilan économique mondial de 2022. Les perspectives économiques pour 2023 font l'objet d'une 2^{nde} partie qui est suivie par une présentation du panorama des investissements directs internationaux tant à l'échelle mondiale que nationale. Enfin, une dernière partie est réservée à l'analyse des opérations d'investissements qui ont eu lieu en Tunisie au cours de l'année 2022, en termes de flux et de stock.

PREFACE

Dans un contexte international relativement claudiquant et marqué par les conséquences, d'abord, d'une pandémie sans précédent, ensuite d'un effroyable conflit dont les répercussions négatives sont perceptibles et quasi généralisées, la Tunisie traverse une situation assez inhabituelle et relativement ardue.

En même temps, les troubles transitoires, sociaux et politiques, ralentissent un épanouissement économique possible avec lequel la Tunisie est familière.

Conscient de cela, le Gouvernement, ainsi que toutes les parties prenantes tant économiques que sociales et civiles, aussi bien publiques que privées, ne lésinent sur aucun effort en vue d'améliorer de manière pérenne le climat des affaires et attirer davantage les investissements directs internationaux qui demeurent en deçà de leur potentiel.

L'année 2022, comme vous le constaterez par vous-même à travers ce rapport, a été essentiellement marquée par des chiffres en augmentation et par l'émergence de nouvelles niches sectorielles.

Or « *ce n'est pas dans le statu quo qu'on se préparera un avenir meilleur* », et c'est pour cela que la Tunisie aspire à mieux. Encore et toujours plus.

Tout d'abord, la priorité est de pallier à travers une batterie de mesures multiples et diversifiées aux obstacles auxquels sont confrontés les investisseurs. Elles visent la facilitation des affaires en allégeant les autorisations administratives, en octroyant un soutien logistique, en garantissant une cohérence institutionnelle...

Également, le renforcement de l'attractivité du pays qui tend à être plus orientée vers l'innovation, la montée en gamme du tissu industriel, le développement du numérique et la dotation en infrastructures et en moyens adéquats pour réussir le passage à l'industrie 4.0 à travers l'émergence de nouvelles activités à contenu technologique et à forte valeur ajoutée, à l'instar de l'électronique, la mécatronique, l'aéronautique, l'automobile, la domotique, la robotique, les industries pharmaceutiques, les TIC, l'outsourcing des services...

Dans cette perspective : nouveau Code de l'Investissement, prévu d'ici la fin de l'année 2023,

nouvelles stratégies nationales industrielle & logistique à horizon 2035 d'ores et déjà mises en œuvre, projet de code de change à un stade avancé, sans omettre la stratégie énergétique visant à sécuriser et garantir l'approvisionnement en énergie et la réduction de la précarité énergétique...

En somme, l'adoption d'une approche intégrée du processus de réformes découlant des objectifs ambitieux fixés par la Vision (stratégique) Tunisie 2035 et le Plan de développement économique et social 2023-2025 constitue une preuve indéniable que le long terme est une des préoccupations majeures du pays. Et comme il est souvent le fruit du présent, c'est aujourd'hui que des Mesures d'urgence économique ont été prises, que des réformes structurelles ont vu le jour et qu'un vaste programme de stabilisation économique et financière a été mis en œuvre. Tout cela en tenant compte des contraintes environnementales et en respectant les enjeux futurs en la matière.

Invest in Tunisia Agency « FIPA Tunisia » ne déroge pas à la règle. L'adoption, en janvier 2023, d'une nouvelle approche stratégique promotionnelle visant à démultiplier les efforts déployés pour promouvoir la Tunisie comme étant un site attractif pour l'investissement étranger ainsi que le recours à une nouvelle approche de suivi des entreprises internationales déjà implantées aboutiront indéniablement à des résultats encore meilleurs et contribueront à l'atteinte des objectifs nationaux fixés en termes de qualité et de quantité.

Ainsi, elle améliorera le positionnement de la **Tunisie**, ce hub régional accoutumé à être sur le podium de réussite des pays émergents prometteurs.

Jalel Tebib
Directeur Général
« Invest in Tunisia Agency »

HIGHLIGHTS 2022¹



Le Groupe **DRÄXLMAIER** est un leader de l'industrie des équipements automobiles spécialisé dans des composantes électriques, électroniques, des systèmes de batteries et des intérieurs exclusifs pour des voitures premium.

Le Groupe a officiellement inauguré la plus récente de ses cinq usines de production en Tunisie. La production de systèmes de câblage pour un constructeur automobile allemand haut de gamme a été accélérée depuis le début de 2022. La nouvelle usine offre 3 000 emplois et utilise un concept de construction durable avec un système photovoltaïque et un réservoir de récupération d'eau de pluie



BONTAZ, spécialisée dans les fonctions hydrauliques de l'industrie automobile, a inauguré une nouvelle unité spécialisée dans la fabrication des composants automobiles.

Il s'agit de la première salle grise en Tunisie pour la fabrication de composants automobiles qui fonctionne avec des compétences à 100% tunisiennes. Etalée sur une superficie totale de 7 000 m² et ayant nécessité un coût d'investissement de 20 millions d'euros, cette unité est dotée d'équipements et de technologies très avancées permettant de produire : des accessoires de freinage, de contrôle de direction, de connectivité et des équipements tels que les gicleurs et les électrovannes. Par ailleurs, cette salle grise comprend aussi des unités de R&D en plus d'une unité de fabrication de machines et d'équipements utilisés dans le contrôle de la qualité et de l'efficacité des pièces avant utilisation

The logo for BONTAZ, consisting of the company name in a bold, blue, sans-serif font.



Une nouvelle filiale de l'allemand **NEXANS AUTOELECTRIC**, opérant dans le domaine du câblage automobile a été inaugurée. La filiale tunisienne a réussi la mise en marche d'une nouvelle unité de production avec des compétences 100% tunisiennes. Ce site a permis de créer 1 500 nouveaux postes d'emplois, avec un montant d'investissement total qui s'élève à 21 Millions d'Euros

Le groupe Nexans Autoelectric est présent en Tunisie depuis 2009 et compte actuellement 5 sites de production.

¹ Il s'agit d'un échantillon d'opérations d'investissements réalisées en 2022 et non la totalité

SANOFI a inauguré, en Septembre 2022, une nouvelle unité de production réalisé sur son site industriel dans le Grand Tunis.

Le site de fabrication produit actuellement 35.5 millions d'unités dont 13% est destinée à l'exportation que l'entreprise vise à augmenter à 57% d'ici 2026. Avec ces investissements à la pointe de la technologie, Sanofi poursuit son objectif de faire du site de fabrication tunisien un hub d'excellence couvrant l'Afrique et pour l'Afrique en plus de couvrir les besoins nationaux.

Par ailleurs, Sanofi Tunisie intensifie ses efforts afin de favoriser la décarbonisation de la chaîne de production et l'optimisation de la consommation des ressources énergétiques et de l'eau



ACTIA est spécialisé dans la conception et la fabrication d'une électronique au service de la gestion des systèmes dans les domaines de l'automobile, de l'aéronautique, du ferroviaire, des réseaux de télécommunications et de l'énergie. Il est implanté en Tunisie avec 4 sociétés et plus de 1 600 collaborateurs.

Le groupe a inauguré, à la Technopole d'Al Ghazala, une nouvelle unité de production spécialisée dans des produits de technologies automobile et domotique basés sur une électronique de pointe.

Le potentiel de diversité de cette entité est une véritable force dans son développement. Elle s'appuie sur l'excellence technologique et industrielle du groupe et sur de très hauts standards en matière de qualité

TUNICOTEX GROUP est une entreprise industrielle fortement intégrée et œuvrant dans le secteur Textile & Habillement. Son positionnement marché est dans le segment « Premium » haut de gamme. En forte croissance, Tunicotex a investi, au cours des cinq dernières années, plus de 15 millions d'€, dont 5 en 2022 essentiellement dans :

L'innovation technologique : tous les nouveaux équipements classés dans la catégorie supérieure de l'efficacité énergétique

Les installations photovoltaïques avec une installation d'autoconsommation avoisinant les 2 Mégawatts

Les technologies & Process « Less Water »

Une station Biologique de recyclage des eaux industrielles



L'année 2022 a connu le démarrage officiel de SARAYA NATURAL PRODUCTS en Tunisie, plus précisément au pôle industriel Neopark. A travers une unité de mise en bouteille d'huile d'olive (superficie 1 560 m²) et une autre de fabrication de produits cosmétiques (2 550 m²), le projet de la société a été réalisé avec une enveloppe avoisinant les 5.5 millions d'euros permettant de créer plus de 60 emplois.

A. Rétrospective économique 2022 : une morosité quasi généralisée

La plus grande crise économique mondiale depuis plus d'un siècle s'est déclenchée suite à la pandémie de Covid. Depuis 2020, l'activité économique s'est contractée dans environ 90% des pays, l'économie mondiale a régressé d'environ 3% et la pauvreté mondiale s'est accrue pour la première fois en une génération. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine vient rajouter une couche.

Bien que les gouvernements aient adopté une réponse politique rapide et globale qui a permis d'atténuer les pires effets économiques immédiats de la crise, force est de constater l'exacerbation d'un certain nombre de fragilités économiques.

I. A l'échelle internationale

a) Répercussions macroéconomiques²

Guerre en Ukraine et ses conséquences néfastes

La guerre en Ukraine est indéniablement l'évènement géopolitique le plus marquant de l'année 2022 avec de nombreuses répercussions sur le plan économique. Tout d'abord, elle participe au regain d'inflation constatée dans la plupart des pays avancés en provoquant une augmentation des prix de l'énergie et notamment du gaz naturel. Ensuite, elle pèse sur la croissance économique, parce que, outre l'entraînement d'une augmentation des prix de l'énergie, elle génère de nouvelles incertitudes et réduit la demande extérieure.

D'Est en Ouest, les prix flambent

Le retour de l'inflation n'était pas qu'un phénomène transitoire que ce soit aux États-Unis ou en Europe en passant par les pays émergents. Selon les estimations, l'inflation moyenne en zone euro devrait se situer aux alentours des 10%. Cette inflation élevée s'explique par plusieurs facteurs : la reprise économique post-Covid, les perturbations qu'ont subi les chaînes de valeur à l'échelle mondiale, la guerre en Ukraine, les belligérants étant des producteurs importants de gaz, de pétrole et de céréales, etc. Elle a déjà de nombreuses conséquences. La première d'entre elles est de peser fortement sur le pouvoir d'achat des ménages que les gouvernements tentent, tant bien que mal, de sauver en prenant diverses mesures.

Adaptation des politiques monétaires

Face à ce regain d'inflation, les Banques centrales de la plupart des pays avancés ont durci progressivement leurs politiques monétaires. En plus d'avoir procédé à des augmentations successives de leurs taux d'intérêt directeurs, elles ont cessé certains programmes d'achats de titres. Le Japon constitue, néanmoins, une exception remarquable dans ce paysage : sa banque centrale continue à mener une politique monétaire accommodante afin de stimuler l'inflation, toujours située à un niveau particulièrement bas. Au sein de la zone euro, ce durcissement de la politique monétaire s'est heurté au risque de fragmentation, à savoir une divergence des conditions de financement non expliquée par les fondamentaux de l'économie.

Sur fond de crise énergétique

L'année 2022 a précipité l'Europe dans une crise énergétique sans précédent depuis les chocs pétroliers du XX^{ème} siècle. Partout en Europe, quelques signaux avant-coureurs avaient été émis prévenant les entreprises des risques à venir en termes de pénurie d'électricité.

Peu après le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les cours du gaz et du pétrole s'affolent faisant en sorte que le baril de Brent frôle son record absolu de 2008. Le prix du gaz s'enflamme aussi et le phénomène contamine le marché de l'électricité puisque le mégawattheure se vendait à un prix qui a plus que décuplé sur un an.

Fléchissement de la globalisation

Aux États-Unis une approche protectionniste est suivie par l'actuelle administration américaine. Le pays, fondateur et membre de l'Organisation Mondiale du Commerce, défenseur du multilatéralisme, ne semble plus croire en cette voie. Au contraire, certaines décisions prises reflètent une accélération de l'érosion des règles

² Economic Intelligence Unit, *Global Economic Outlook 2023*
United Nations, *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2023*

en matière de commerce international notamment l'imposition de droits, sans raisons solides, sur certains métaux (acier et aluminium) en provenance de Chine, de Turquie, de Norvège et de Suisse.

Les banques centrales ferment le robinet monétaire

Veiller à la stabilité des prix représente la mission première des banques centrales qui cherchent à contenir l'inflation entre 0 et 2%, limite largement franchie dans bien des pays. La Réserve fédérale américaine, ouvre les feux en augmentant son taux directeur. Parallèlement, déjà fragilisés par le panorama de la récession en Europe et la politique zéro Covid de la Chine, les marchés financiers internationaux ont fait face à de multiples difficultés et les investisseurs restent très hésitants quant à l'acquisition d'actions.

Le déclin des cryptomonnaies

Autre fait marquant de l'année 2022, la chute des cours de la plupart des cryptomonnaies. Contrairement à ce qu'affirmaient certains de leurs partisans, les cryptomonnaies n'ont pas joué le rôle de valeur refuge et n'ont pas protégé leurs détenteurs contre le retour de l'inflation. Le Bitcoin a perdu près de 64% de sa valeur en 2022. Pire encore, les expériences d'adoption du Bitcoin comme monnaie officielle au Salvador et en République centrafricaine sont des échecs.

Des pays en proie à une crise économique

Tout comme le Royaume-Uni, plusieurs pays ont été confrontés à une crise économique des plus intenses au cours de l'année 2022. A titre d'exemples, le Sri Lanka a connu de nombreuses pénuries de biens de première nécessité et une forte inflation provoquant des émeutes. Le pays a été le premier à se déclarer en situation de défaut de paiement dès le mois d'avril. Le Liban, où les origines de la crise économique sont plus lointaines, a signé un accord avec le FMI pour tenter de sortir de la crise. L'institution internationale a ainsi accordé un prêt de 3 milliards US\$, en contrepartie de l'engagement du pays à entreprendre des réformes structurelles.

b) Répercussions sectorielles

Alors que la guerre entre la Russie et l'Ukraine se poursuit, plusieurs industries sont confrontées à des problèmes de chaîne d'approvisionnement aux niveaux de plusieurs branches d'activités à l'instar de :

- L'industrie automobile : le secteur sera durement touché par la guerre. La hausse des prix du pétrole, la pénurie continue de semi-conducteurs et de puces et d'autres métaux rares (platine, nickel, palladium, aluminium...) sont susceptibles d'ajouter aux malheurs de l'industrie. Déjà quelques heures après l'invasion de l'Ukraine, les constructeurs automobiles tributaires d'importations de pièces détachées en provenance de Chine et d'Europe orientale mettaient en place des groupes de travail pour trouver des solutions alternatives.
- L'industrie des semi-conducteurs : les 2 pays sont les plus grands fournisseurs mondiaux, respectivement, de métaux rares utilisés dans le processus de fabrication des semi-conducteurs et de gaz rares utilisés dans les lasers industriels utilisés pour produire des puces semi-conductrices. Or avec l'arrêt du flux de certains matériaux vers les entreprises, l'industrie des semi-conducteurs subit un autre choc de la chaîne d'approvisionnement.
- Le secteur agricole : La Russie et l'Ukraine représentent ensemble environ 30% du commerce mondial du blé, 32% de l'orge et 17% du maïs. Alors que les approvisionnements, en provenance des 2 nations, se sont arrêtés, les prix ont fortement augmenté, faisant encore grimper les prix des produits essentiels comme le pain, les pâtes et d'autres produits de grande consommation dont les prix augmenteront puisque leur demande restera inélastique.
Le conflit a par ailleurs mis un coup d'arrêt aux vastes exportations de produits de base provoquant une montée en flèche des cours du pétrole, du gaz naturel, du blé et de l'huile de tournesol. Les expéditions au départ de ports ukrainiens, qui assurent une part importante de l'approvisionnement du monde sont au point mort.
- La branche IT : Les pannes Internet à répétition et les coupures d'électricité dans toute l'Ukraine, pourraient fortement affecter l'externalisation des services technologiques.
Selon certains experts, le secteur ukrainien des TIC compte plusieurs entreprises étrangères employant des milliers de personnes dans le pays, et plusieurs d'entre elles ont d'ores et déjà entamé le transfert de leurs projets à d'autres équipes situées à d'autres endroits alors que d'autres souhaitant déménager de cette zone de guerre.
- Le secteur énergétique et les matières premières : le conflit a carrément remodelé les marchés de l'énergie pour les années à venir. Il est attendu que la dynamique étroite de l'offre et de la demande pour les marchés mondiaux du pétrole et du gaz persiste, soutenant des prix structurellement plus élevés. Ainsi, les prix du

pétrole resteront au-dessus de 100 US\$/b tant que le conflit fera rage et les prix de l'essence augmenteront d'au moins 50% cette année. D'un autre côté, une éventuelle réévaluation de la politique énergétique aux États-Unis pourrait stimuler la législation sur les énergies renouvelables.

II. A l'échelle nationale³

Ralentissement de l'activité économique

Pour l'ensemble de l'année 2022, un ralentissement de la croissance économique a été enregistré, soit 2.4% contre 4.3% une année auparavant, sous l'effet des retombées persistantes de la crise sanitaire et des répercussions de la crise russo-ukrainienne sur l'activité des différentes branches de l'économie conjuguées à la baisse de la production du secteur des industries extractives.

Le PIB a progressé modestement reflétant différentes évolutions pour les secteurs de l'économie. En effet, cette évolution s'explique, en partie, par l'amélioration de l'activité des industries manufacturières destinées à l'exportation, notamment, la branche du textile & habillement (TH) et du cuir & chaussure (CC) (+13.2%) et les industries mécaniques et électriques (IME) (+9.3%) et ce, en dépit des problèmes persistants au niveau des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Également, la valeur ajoutée des services marchands a connu un accroissement grâce aux branches du transport (+17.7%) et de l'hôtellerie et de restauration (+16.7%).

Pour sa part, le secteur de l'agriculture et de la pêche a enregistré une légère reprise qui s'est traduite par une hausse de sa valeur ajoutée de 1.1% contre une contraction de 0.7% un an plus tôt, en relation, principalement, avec l'accroissement de la production d'huile d'olive et des céréales.

En revanche, la production des industries extractives a été marquée par une forte contraction qui a touché, essentiellement, les secteurs des mines (-19.9%) et de l'extraction du pétrole et du gaz naturel, alors que la valeur ajoutée du secteur de la construction a baissé de 3.3%.

Situation hydrique contractée

La situation hydrique pour la campagne 2022-2023 s'est considérablement détériorée en relation avec le manque de précipitations enregistrées durant la période écoulée, induisant ainsi une baisse du taux de remplissage des barrages qui s'est limité à 28.9%, en janvier 2023, contre 49.4% durant la même période un an plus tôt.

Dans ce cadre, les préparatifs pour la campagne céréalière ont démarré dans des conditions climatiques difficiles. Pour le secteur de l'arboriculture, la récolte d'huile d'olive pour la campagne devrait atteindre 180 000 tonnes contre 240 000 tonnes, soit une contraction de 25%. De même, la production attendue des dattes et des agrumes, pour la même saison, connaîtra un léger repli.

Quant à la balance alimentaire, elle s'est soldée par un déficit imputable, principalement, à la poursuite de la hausse des importations et ce, en dépit d'une reprise des exportations (+32% contre -5.8%), notamment celles de l'huile d'olive.

Commerce extérieur

L'activité industrielle manufacturière exportatrice a montré une certaine résilience, en 2022, face à un environnement extérieur difficile marqué par les retombées de l'invasion de l'Ukraine ayant affecté la demande étrangère, ainsi que la hausse des prix des intrants.

En effet, les échanges commerciaux du secteur industriel avec l'extérieur, comme mentionné plus haut, ont été marqués par une amélioration des exportations des industries manufacturières, notamment, celles des industries du TH et du CC contre un léger ralentissement pour les IME en relation avec la baisse de la demande émanant de la Zone Euro, en crise.

Par ailleurs, les exportations du secteur de l'agroalimentaire ont affiché une hausse durant la même période, soit 34.1% en relation avec l'amélioration des exportations de l'huile d'olive. Toutefois, une décélération a marqué les exportations du secteur des mines, phosphate et dérivés et ce, malgré la hausse des prix de ces produits sur les marchés internationaux.

De leur côté, les importations de matières premières et semi-produits ont poursuivi leur hausse en relation avec la progression de l'activité industrielle et la hausse des prix internationaux. En revanche, les importations de biens d'équipement ont accusé un ralentissement (12% contre 16% en 2021).

³ Banque Centrale de Tunisie, *Périodique de Conjoncture N°139 - Avril 2023*
BIAT, *Note de conjoncture économique N°3 - Novembre 2022*

Tourisme et fin des confinements

Pour l'ensemble de l'année 2022, les flux touristiques se sont sensiblement accrus de 222.9% contre 11.8% durant l'année précédente, portant sur 5.2 millions de touristes. Cette évolution est attribuée, en particulier, à la consolidation des entrées de touristes Européens, notamment les Allemands (369.9% contre 37.4%) et les Français (177.6% contre 15.7%). Aussi, les flux des touristes Maghrébins ont enregistré une nette amélioration. Les nuitées touristiques globales ont connu une hausse de 139.8% en 2022 pour s'établir à 19.4 millions d'unités. Les recettes touristiques en devises, quant à elles, se sont accrues sur l'ensemble de l'année 2022, pour atteindre 83.1% contre 15.1% une année auparavant (4 279.2 MTND).

Evolution des prix

L'indice général des prix à la consommation familiale a connu, au cours du mois de décembre 2022 et en termes de variation mensuelle, un accroissement de 0.7% contre 0.6% un mois auparavant. Ceci est expliqué par la hausse des prix des produits manufacturés et des frais des services. Par contre, les prix des produits alimentaires ont connu une décélération (0.2% contre 1.3% le mois précédent).

En glissement annuel, le taux d'inflation a poursuivi, en décembre 2022, sa tendance haussière pour atteindre un niveau record de 10.1%, suite notamment à l'accélération des prix des produits alimentaires et des produits manufacturés. Pour leur part, les frais des services se sont inscrits en hausse.

Au cours de l'année 2022, l'inflation moyenne s'est établie à 8.3% contre 5.7% un an plus tôt. Cette évolution a concerné, principalement, les prix des produits alimentaires (10.9% contre 6.3%), des produits manufacturés (9.1% contre 6.3%) et, à moindre degré, les frais des services (5.6% contre 4.6%).

B. Perspectives économiques 2023 : un contexte d'incertitudes

D'après les prévisions, la croissance devrait ralentir de 3.4% en 2022 à 2.8% en 2023, avant de s'établir à 3.0% en 2024. Les pays avancés devraient connaître un ralentissement particulièrement marqué de leur activité économique, avec un taux de croissance chutant de 2.7% en 2022 à 1.3% en 2023. L'inflation globale mondiale chute de 8.7% en 2022 à 7% en 2023 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base. Dans la plupart des pays, l'inflation ne devrait pas revenir à son niveau cible avant 2025 sous l'effet des perturbations des chaînes d'approvisionnement et de l'accentuation des tensions géopolitiques dont les risques ainsi que les éventuels bienfaits et désavantages se retrouvent au cœur du débat de politique économique.

I. A l'échelle internationale⁴

Croissance mondiale en chute anticipée

Au début de l'année 2023, l'économie mondiale a vu des signes positifs alors que l'inflation et les prix de l'énergie diminuent par rapport à leurs pics. La fin, par la Chine, de sa politique zéro Covid donne également des impulsions à la croissance, bien que son plein impact n'ait pas encore été déployé. Néanmoins, l'environnement macroéconomique mondial reste difficile pour les économies, les entreprises et les consommateurs au cours des mois à venir.

L'économie mondiale devrait croître seulement de 2.3% en termes réels en 2023, soit la croissance la plus faible depuis 1993, en dehors des années de récession de 2009 et 2020.

Les perspectives économiques mondiales pour 2023 sont parmi les plus faibles depuis des décennies, avec une croissance du PIB réel mondial qui devrait augmenter de 2.3% en 2023, en baisse par rapport aux 3.3% enregistrés en 2022. L'inflation mondiale devrait se modérer de 9.1% en 2022 à 6.8% en 2023. Le coût élevé de la vie, la hausse des taux d'intérêt et les incertitudes géopolitiques persistantes continueront de peser sur la consommation privée et l'investissement dans de nombreuses régions du monde, sapant les perspectives de croissance mondiale.

⁴ CNUCED, *Investment Trends Monitor - Janvier 2023*

Deloitte - *Technology industry Outlook 2023 - 2023*

Banque Africaine de Développement, *Perspectives économiques en Afrique 2023*

Les économies avancées proches de la récession

Les craintes de récession se sont intensifiées dans les économies avancées alors que leurs perspectives de croissance se sont régulièrement détériorées au cours de 2022. Malgré des attentes supérieures au cours des derniers mois de l'année dernière, les économies avancées devraient connaître une croissance stagnante en 2023.

En effet, l'impact de la hausse constante des prix et celle des coûts d'emprunt engendreront des baisses supplémentaires du pouvoir d'achat des consommateurs ainsi que les investissements des entreprises, ce qui ralentira fortement l'activité économique.

Prévisions de croissance du PIB⁵

La croissance du PIB réel américain devrait baisser à 0.2% en 2023 et à 1.4% en 2024. En plus de l'inflation élevée, le ralentissement de la croissance aux États-Unis résulte principalement des augmentations rapides des taux d'intérêt visant à maîtriser l'inflation. Leur effet modérateur sur l'activité économique et la confiance du secteur privé ne se fera pleinement sentir que durant l'année 2023. Une politique monétaire de plus en plus restrictive finira par affaiblir le marché du travail robuste et les fortes dépenses de consommation, et donc aussi les principaux piliers qui ont aidé l'économie américaine à éviter la récession en 2022.

Pour sa part, l'économie de la Zone Euro devrait croître de 0.2% en 2023 et de 1.6% en 2024. Des températures plus douces que prévu pendant l'automne et l'hiver ont entraîné une baisse des prix de l'énergie et un risque réduit de grave crise énergétique. Néanmoins, à l'instar des États-Unis, la Zone Euro sera proche de la récession en 2023 dans un contexte de niveaux d'inflation constamment élevés et de taux d'intérêt en hausse continue.

Des perspectives mitigées pour les marchés émergents

Les perspectives économiques devraient varier entre les marchés émergents et en développement. En Chine, après la faible croissance enregistrée en 2022, la réouverture du pays et la fin de la politique zéro Covid en décembre 2022 devraient libérer la demande refoulée et stimuler la consommation et la croissance. Ainsi, les prévisions concernant la croissance du PIB réel de la Chine restent inchangées à 4.7 % pour 2023 et 4.9% pour 2024.

D'autres marchés émergents asiatiques, dont l'Inde et certains pays d'Asie du Sud-Est, devraient encore surperformer en 2023, mais avec un rythme de croissance plus lent par rapport à l'année précédente, car la baisse de la demande des États-Unis et de l'Europe affectera les exportations et les services de ces pays dans certains secteurs. De même, le ralentissement de la demande de pétrole et la volatilité des prix des matières premières pèseront sur les perspectives de croissance des économies du Moyen-Orient et d'Afrique en 2023-2024.

L'inflation et les risques persistants

En 2023, l'inflation mondiale devrait ralentir à 6,8% selon les prévisions, après un record de plusieurs décennies de 9.1% en 2022. Malgré la détente, les économies émergentes et en développement continueront d'enregistrer une inflation très élevée à 8.1 % en 2023 dans un contexte de pressions persistantes sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

En ce qui concerne les économies avancées, l'inflation restera nettement supérieure à la tendance à 5.2 %, car les pressions sur les prix se déplacent de l'énergie, de l'alimentation et des biens pour s'ancrer de plus en plus dans les secteurs des services.

Cependant, de multiples risques pourraient entraîner une flambée de l'inflation à court et moyen termes. Les risques immédiats émanent principalement de nouvelles ruptures d'approvisionnement dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la réouverture de la Chine, qui pourraient aggraver une crise généralisée du coût de la vie. À moyen terme, l'aggravation des tensions géopolitiques, le recâblage des chaînes d'approvisionnement mondiales et les phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents présentent des risques d'inflation considérables.

II. A l'échelle nationale

L'activité économique nationale sera confrontée, en 2023, à plusieurs défis d'ordre externe, notamment les retombées des tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine, les effets prolongés de la Covid et le durcissement des conditions financières mondiales, ou encore interne dont le changement climatique, notamment le stress hydrique qui affectera la saison agricole, le niveau élevé de l'inflation qui pèsera sur la

⁵ Euromonitor, *Global Economic Forecasts Q2 2023*

consommation des ménages outre les déséquilibres macroéconomiques persistants. Ainsi, l'économie tunisienne connaîtra un net ralentissement de sa croissance, au cours de l'année 2023, avec un taux attendu de seulement 1.8% contre 2.4% enregistrés une année auparavant.

La prévision de croissance pour 2023 est soumise à des risques significatifs à la baisse liés au rythme d'implémentation des réformes structurelles et à l'évolution des conditions de financement

Perspectives et risques

La croissance devrait rester timide à moyen terme, à 1.9% en 2023 et 2.8% en 2024, tirée par le secteur manufacturier et les services. L'inflation devrait continuer à croître en 2023 (9.2%) avant de baisser en 2024 (6.8%) sous l'hypothèse d'une politique monétaire prudente et d'un apaisement des tensions inflationnistes extérieures. Les projections suggèrent un rétrécissement des déficits budgétaires et du compte courant en raison du *Programme national de réformes* amorcé en 2022 visant à renforcer l'investissement privé, à consolider les finances publiques et à améliorer la performance des entreprises publiques.

Assainissement budgétaire

Le gouvernement prévoit un assainissement budgétaire en 2023, principalement en réduisant la masse salariale en termes réels et le montant des subventions tout en continuant à augmenter les recettes. Une évolution plus favorable des prix des produits de base ainsi qu'une certaine rationalisation des dépenses publiques pourraient également contribuer à réduire le déficit budgétaire à 4.6% du PIB (contre 6.6% en 2022), comme le prévoit la *loi de finances pour 2023*. Les subventions dans leurs trois composantes (alimentaire, énergétique et du transport) devraient diminuer de 26% en 2023, grâce à une dynamique plus favorable des prix du pétrole (89 US\$ le baril, prévu en 2023 contre une moyenne de 100 US\$ le baril en 2022) ainsi que la mise en œuvre des réformes des subventions.

Aussi, de nouvelles mesures sur les impôts indirects, notamment l'augmentation de la TVA pour les services professionnels (de 13% à 19%) et les avances sur les taxes de vente sur les produits alcoolisés, ainsi qu'une application plus stricte de la réglementation fiscale devraient accroître les recettes fiscales de 15% en 2023. La combinaison de la réduction des dépenses et de la hausse des recettes devraient permettre d'augmenter les dépenses d'investissement après la forte baisse enregistrée en 2022.

Industrie tunisienne résiliente

L'activité industrielle continuera à faire preuve de résilience dans les secteurs manufacturiers exportateurs malgré un environnement extérieur peu porteur lié, notamment, à l'impact du prolongement de la guerre en Ukraine, contre une poursuite des difficultés dans les industries extractives.

En effet, concernant les échanges commerciaux du secteur industriel avec l'extérieur, les exportations des IME semblent poursuivre, en 2023, leur progression contrairement à une faible décélération de celles des industries du TH et CC qui demeurent impactées par les effets des crises mondiales de l'heure. Également, les exportations des industries agro-alimentaires (IAA) poursuivront leur ralentissement suite à la baisse escomptée de la production d'huile d'olive.

Parallèlement à ces évolutions, les importations de matières premières et semi-produits et celles des biens d'équipements afficheront probablement un net ralentissement.

Conditions difficiles pour l'agriculture et la pêche

Les conditions climatiques sont carrément défavorables, au cours de la saison agricole actuelle, se caractérisant par un manque de précipitations qui aura des répercussions sévères sur la campagne en cours, surtout sur les grandes cultures et la production des olives à l'huile. Encore faut-il noter que dans ce contexte les prévisions de la récolte des céréales qui tablent sur 19 millions de quintaux, sont difficiles à atteindre.

S'agissant du secteur de l'arboriculture, la récolte d'huile d'olive devrait se contracter de 25%, au cours de la campagne actuelle. Toutefois, si la hausse des prix sur le marché international poursuit sa lancée, les quantités exportées peuvent connaître une augmentation en valeur venant contrebalancer la contraction en volume.

Tourisme toujours en hausse

Les indicateurs de l'activité touristique ont poursuivi, durant le premier trimestre de l'année 2023, leur tendance haussière, notamment pour les flux de touristes étrangers qui ont connu une consolidation portant sur près de 1,4 millions de visiteurs. Cette évolution a concerné, essentiellement, les entrées de touristes maghrébins. Pour ce qui des touristes européens, ils ont accusé un ralentissement (64.7% contre 321,2%) expliqué, principalement,

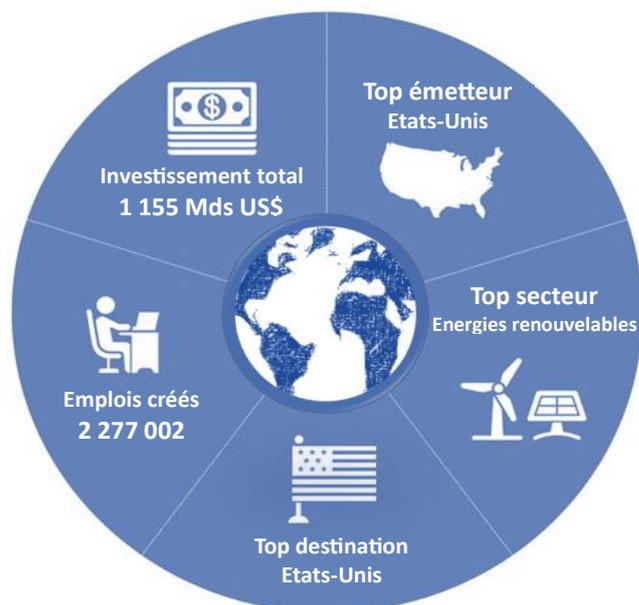
par un effet de base lié au retour des flux de ces touristes après la pandémie. Il est à signaler l'augmentation des flux de touristes français, allemands et anglais.

Pour leur part, les nuitées touristiques globales semblent augmenter moins rapidement.

Enfin, les recettes touristiques poursuivent leur progression à un rythme proche de celui enregistré l'année précédente pour atteindre au 1^{er} trimestre 2023 la valeur de 1 004.2 MTND.

C. Investissements Directs Internationaux en 2022 : en mutation continue

I. A l'échelle internationale⁶



a) Généralités

La multitude de crises sur la scène mondiale, en l'occurrence la guerre en Ukraine, la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, les turbulences financières et les pressions sur la dette, ont inévitablement affecté l'investissement direct international (IDI) à l'échelle mondiale en 2022.

En 2022, les investisseurs internationaux ont annoncé plus de 16 000 projets⁷ représentant une valeur estimée à 1.155 milliards US\$, avec plus de 2.2 millions d'emplois créés. Le rythme des IDI en 2022 montre des signes de reprise en cours suite à l'effet de choc de la pandémie de Covid, le nombre de projets augmentant de 16% et les investissements en capital promis augmentant de 64% par rapport à 2021.

L'année 2022 a été caractérisée par des mégaprojets avec un nombre record de projets d'une valeur d'au moins 1 milliard US\$ d'investissements en capital. Au total, 159 projets de ce type ont été annoncés en 2022, le niveau le plus élevé de la dernière décennie.

Tendances clés

- Pour une 4^{ème} année consécutive, le secteur des énergies renouvelables a attiré l'investissement total en capital le plus élevé au monde.
- Les IDI entrants pour la Chine ont encore diminué en 2022. Par rapport à 2019, le nombre de projets en Chine a baissé de 60% et les investissements en capital de 68%.
- Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie au début de 2022, le nombre de projets annoncés en Russie a chuté à seulement 13 projets.

⁶ The fDi Intelligence, *The fDi Report 2023*

⁷ Projets d'implantation comptabilisés et présentés dans le fDi Report2023

b) Analyse sectorielle des IDI mondiaux

En 2022, l'investissement en capital dans le secteur des énergies renouvelables a atteint sa valeur la plus élevée jamais enregistrée. Pour une 4^{ème} année consécutive, le secteur a attiré l'investissement le plus élevé avec une valeur de 343.6 milliards US\$ sur 527 projets dépassant les industries extractives charbon, pétrole et gaz.

Les investissements dans les énergies renouvelables ont considérablement augmenté détenant plus de 30% de part de marché. Il est également en tête en termes absolus puisqu'il a attiré 210 milliards US\$ de plus que l'année précédente. Plusieurs méga-investissements (valeur supérieure à 1 milliard US\$) ont contribué à la bonne performance du secteur. L'Égypte a pu obtenir 19 investissements de ce type de la part d'entreprises établissant des développements d'hydrogène vert, principalement dans la zone économique du canal de Suez.

Le secteur des semi-conducteurs est le 3^{ème} secteur le plus capitalistique, avec environ 91.6 milliards US\$ investis dans 139 projets, soit 8% de plus qu'en 2021 et près de neuf fois le montant investi en 2019, malgré la course effrénée à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. La montée des tensions géopolitiques, entre les États-Unis et la Chine, l'Ukraine et la Russie ainsi que la fragilité de la chaîne d'approvisionnement, a poussé entreprises et gouvernements à repenser leurs stratégies d'investissement dans ce secteur.

Le secteur des logiciels et des services informatiques a vu près de 290 000 nouveaux emplois de plus en 2022 qu'en 2021. Le trend haussier du nombre de projets d'IDI annoncés dans le secteur correspond à un projet sur quatre en logiciels et services informatiques. Le secteur a attiré environ 69 milliards US\$ de capitaux.

De leur côté, après une période de forte croissance entre 2019 et 2021, les investissements dans le secteur des communications ont diminué de plus d'un cinquième pour atteindre 53.5 milliards US\$ et le nombre de projets annoncés a chuté de 24%. Le développement de l'infrastructure informatique dont la demande a été alimentée par la pandémie semble avoir diminué.

Le secteur des métaux a attiré 55 milliards US\$ en 2022. C'est la troisième plus forte augmentation en termes d'IDI, après les énergies renouvelables et les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz. Le rebond de la fabrication mondiale ainsi que son importance pour des secteurs tels les énergies renouvelables et la fabrication de cathodes pour batteries, ont fait de 2022 une année forte pour les métaux.

Par ailleurs, le secteur des composants électroniques a également connu une forte augmentation de ses investissements depuis 2019. Au total, 476 projets d'une valeur de 69.7 milliards US\$ ont été annoncés, soit une part de 6% du total des capitaux. Les investissements dans le sous-secteur des batteries, composante essentielle des véhicules électriques au service de la transition énergétique, ont représenté plus de 78% des investissements du secteur.

Parallèlement à l'ascension fulgurante qu'a connue le secteur aérien mondial suite à la Covid, les capitaux investis dans le secteur aéronautiques ont connu la 4^{ème} plus forte augmentation, avec 154% de hausse, atteignant presque 6 milliards US\$.

Enfin, les investissements dans le secteur immobilier ont augmenté de 28% et restent inférieurs au niveau d'avant la pandémie de 2019. La construction de bâtiments résidentiels et commerciaux a constitué l'essentiel des investissements en capital dans le secteur.

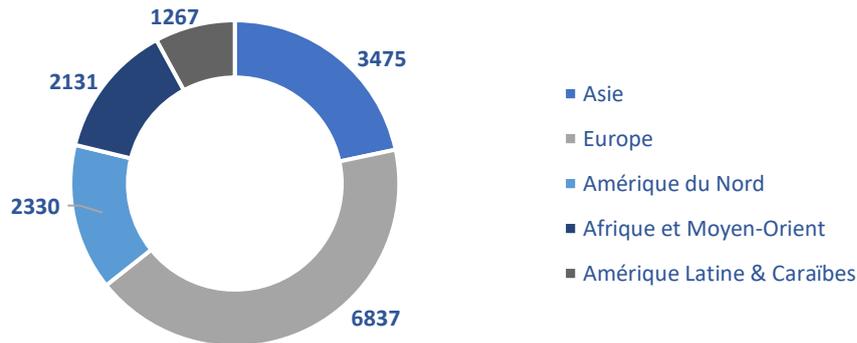
c) Analyse géographique des IDI mondiaux⁸

Les tendances des investissements directs internationaux varient considérablement selon les régions. Les régions en développement et les économies en transition sont plus vulnérables et ont été relativement plus touchées par l'impact des récentes perturbations géopolitiques au niveau des investissements dans les activités à forte intensité de chaîne de valeur mondiale et celles basées sur les ressources naturelles.

Ainsi, l'Europe occidentale a attiré le plus grand nombre de projets en 2022, avec 5 250. En termes d'investissement en capital, l'Europe occidentale et l'Asie-Pacifique ont attiré environ 279 milliards US\$, cette dernière occupant la première place avec 229.9 milliards US\$.

⁸ OCDE, *FDI in Figures - April 2023*

Répartition mondiale des projets d'investissements en 2022



Europe

- En Europe, les annonces de nouveaux projets ont diminué de 15%, avec des baisses dans la plupart des grandes économies, à l'exception de l'Italie où le nombre de projets y est resté stable avec une hausse de moins de 1%. Le Vieux Continent a également connu une augmentation de 22% des investissements en capital à 341.6 milliards US\$ mais une baisse de 4% de la création d'emplois.
- L'investissement en capital et la création d'emplois en Europe occidentale ont connu des augmentations de 32% et 7,4% respectivement de 2021 à 2022, atteignant une valeur de 279.5 milliards US\$ et plus de 383 000 emplois créés. Le nombre de projets dans la région est resté stable, avec une baisse de 1.3% par rapport à l'année précédente, 5 250 investissements ayant été enregistrés.
- La proportion des projets d'IDI entrants de l'Europe émergente a légèrement augmenté, passant de 22% à 23% en 2022. Malgré cela, la valeur des investissements et de la création d'emplois a chuté respectivement de 7.7% et 18%.
- Pour la 4^{ème} année consécutive, la France arrive en tête du classement européen des destinations d'accueil des IDI. En 2022, 1 259 nouveaux projets ont été recensés, nombre en hausse de 3% par rapport à 2021. Ce record est considéré logique au regard du poids des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie française puisqu'elles sont 16 800, emploient 2,2 millions de personnes et contribuent à environ 20% du PIB, 25% de la R&D privée et 35% des exportations industrielles.

Amérique du Nord

- En 2022, le nombre total de projets d'IDI en Amérique du Nord est passé à 2 330, soit une augmentation de 19%. La région a également connu une augmentation de 59% de ses investissements par rapport à 2019, atteignant 178.1 milliards US\$ en 2022. De plus, les projets entrants ont soutenu la création de plus de 241 100 emplois, le chiffre le plus élevé pour la région depuis le début des records en 2003.
- Malgré une chute importante de ses flux d'IDI (53%), les États-Unis étaient la première destination en nombre de (méga)projets, principalement dans les branches des semi-conducteurs et les batteries. Les États-Unis ont reçu environ 158.1 milliards US\$ d'investissements entrants suggérant un fort rebond après les creux de la pandémie.
- Le pays est également la principale source d'IDI sortants en 2022, avec 207.2 milliards US\$ enregistrés sur 3 647 projets.
- Le montant des IDI au Canada est demeuré stable tout au long de 2022. Le pays a connu une augmentation de 2.6% du nombre de projets. Le montant des investissements en capital au Canada était d'un peu moins de 20 milliards US\$ en 2022, bien que cela représente une diminution de 4.6% par rapport à 2021.

Asie

- Les IDI dans la région Asie-Pacifique ont augmenté en 2022, la région enregistrant une augmentation de 65% des dépenses, atteignant 279.7 milliards US\$. Au cours de la même période, le nombre de projets annoncés a augmenté de plus d'un tiers pour atteindre 3 475.
- L'Inde était le pays de destination le plus attrayant de la région avec une marge significative, enregistrant une hausse de 126% du nombre de projets annoncés. Avec un total de 994 projets enregistrés à destination d'Inde, le pays fait figure des rares exceptions à la tendance générale de morosité.
- Les IDI entrants en Chine ont encore diminué en 2022, avec une diminution du nombre de projets annoncés (24%), des dépenses en capital (44%) et de la création d'emplois (59%). Par rapport à 2019, le nombre de projets en Chine l'année dernière a diminué de 60% et les investissements en capital de 68%.

- Les économies de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est ont enregistré une forte baisse des fusions et acquisitions (-74%), ce qui pourrait se traduire par une baisse de la valeur pour l'ensemble de ces pays. Toutefois, les annonces de nouveaux projets sont restées fortes (+21%).
- Les Philippines ont connu la 2^{nde} croissance la plus importante parmi les 10 principaux pays de destination des IDI en Asie-Pacifique en nombre de projets, juste derrière l'Inde. Le nombre de projets aux Philippines a augmenté de 122%, une solide performance qui a ramené le pays à ses niveaux d'avant la pandémie.

Afrique & Moyen-Orient

- Les IDI au Moyen-Orient et en Afrique ont augmenté en 2022, le nombre de projets annoncés ayant augmenté de 54% pour atteindre 2 131 et les investissements en capital enregistrant une croissance de 234% avec 261.2 milliards US\$.
- Au niveau du Moyen-Orient, le nombre de projets est passé de 870 en 2021 à 1 397 en 2022. Cela représente une croissance de 61% et une part de marché de 8.7% des projets d'IDI dans le monde. Parallèlement, le nombre de projets annoncés en Afrique est passé de 517 projets en 2021 à 734 en 2022.
- Les Emirats Arabes Unis ont conservé leur position de première destination pour les projets dans la région en 2022. Au total, 879 projets ont été annoncés, marquant une augmentation de 71% par rapport à 2021. Les EAU ont représenté également 41% des projets de la zone et 15% des emplois qui y sont créés.
- Le nombre de projets en Égypte a augmenté de plus de 150% pour atteindre 148 en 2022, ce qui représente un investissement en capital estimé à 107 milliards US\$. Cela représente une part de marché de 41% dans la région MENA et la classe comme le 1^{er} pays de destination des IDI à forte intensité capitaliste dans la région, et le deuxième au niveau mondial en 2022. Cette croissance est alimentée par plusieurs mégaprojets annoncés dans l'hydrogène vert.

Amérique Latine

- Les investissements directs internationaux en Amérique latine ont augmenté en 2022, le nombre de projets, les dépenses en capital et la création d'emplois ayant augmenté respectivement de 13%, 50% et 29% au cours de l'année.
- Au cours de la période, le nombre de projets d'IDI est passé de 1 119 à 1 267, les dépenses en capital sont passées de 63.2 milliards US\$ à 95 milliards US\$ et le nombre total d'emplois créés est passé à plus de 302 000. Cependant, les chiffres régionaux restent inférieurs aux niveaux enregistrés en 2019.
- Le Mexique a été un moteur clé de la croissance de la zone, se classant comme la 1^{ère} destination en termes de projets, de dépenses en capital et de création d'emplois. Un total de 433 projets a atterri au Mexique, ce qui représente plus d'un tiers de tous les projets de la région en augmentation de 27% par rapport à 2021. Le pays a également drainé environ 35,6 milliards US\$ soit plus du double du montant reçu en 2021.
- Le Brésil était le 2^{ème} pays de destination le plus attractif d'Amérique latine, avec 231 projets, 17.8 milliards US\$ d'investissements et plus de 33 000 nouveaux emplois créés par des entreprises étrangères. À l'inverse, alors que le Brésil a reçu le 2nd montant le plus élevé et a enregistré une augmentation de 32% des projets, ses montants totaux en capital entrant ont diminué de 22%.

II. Flux des IDI en Tunisie

a) Généralités⁹

Malgré un contexte international troublé en 2022, la Tunisie a enregistré un accroissement du montant de ses investissements directs internationaux confirmant un maintien de son niveau d'attractivité pour l'investissement étranger.

Au terme de l'année 2022, les investissements internationaux ont atteint le montant de 2 221,9 MTND¹⁰ enregistrant une variation positive de l'ordre de 18.4% par rapport à 2021.

Ce constat dénote une reprise progressive des investissements internationaux drainés par la Tunisie suite à la crise pandémique Covid et la conjoncture mondiale en berne due aux répercussions du conflit Ukrainien.

Toutefois, malgré la résilience de l'écosystème économique tunisien, il est à noter que les **investissements de portefeuille**, ont connu une baisse de 75.9% et cela s'explique majoritairement par les faits suivants :

⁹ Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, *Stratégie Industrielle à Horizon 2035*

¹⁰ Taux de change annuel officiel en 2022 : 1 US\$ = 3,1049 TND / 1 € = 3,2611 TND

- Modeste reprise généralisée de l'économie mondiale, contre une accélération une année auparavant, la croissance ayant été freinée par les périodes de confinements et par les efforts mondiaux pour contrer l'inflation provoquée par les enjeux géopolitiques,
- Inflation nettement accélérée entre janvier et décembre 2022, portant son taux annuel moyen à 8.3%, contre une moyenne de 5.7% en 2021...

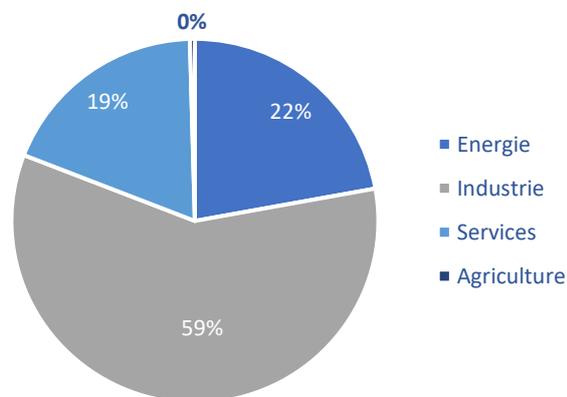
En ce qui concerne le **secteur des énergies**, les investissements internationaux ont enregistré une baisse et cela s'explique par plusieurs facteurs, dont notamment :

- De multiples arrêts de production et l'absence de nouveaux permis,
- La fin de validité de quelques concessions d'exploitation...

En matière d'**investissements directs internationaux**, tous secteurs confondus, 2022 a connu un saut important en termes de montants drainés comparativement aux deux dernières années avec 2 214.3 MTND et des accroissements respectifs de 20.0% et 20.7% par rapport à 2021 et 2020.

Et si ces flux entrants restent légèrement en-deçà des records de 2018, force est de souligner que cela est essentiellement imputable aux investissements dans le secteur des énergies dont la diminution a eu un impact pénalisant indiscutable.

Les IDI sont répartis à hauteur de 22.2% pour les énergies, 58.7% pour les industries manufacturières, 18.7% pour les services et 0.4% pour l'agriculture.



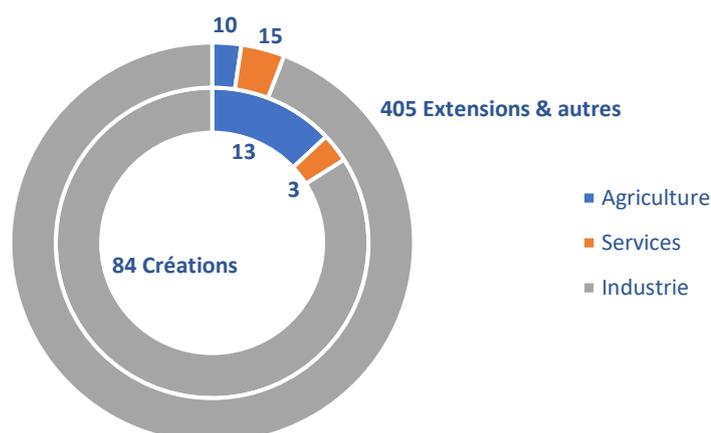
Hors énergie, le flux d'IDI drainé au cours de l'année 2022 a permis de réaliser 530 opérations d'investissement d'une valeur totale de 1 723.7 MTND permettant de créer 13 197 nouveaux postes d'emplois.

Les décisions d'investissement étranger recensées ont permis une création moyenne de 25 emplois par projet, soit un niveau plus élevé que la moyenne de ces 5 dernières années qui est de 22 emplois par projet.

Parmi les 530 opérations d'investissement, on dénombre :

- 19% de primo-installations en Tunisie, soit 100 projets de création avec un montant de 135.9 MTND (8%) permettant de créer 4 063 (31%) nouveaux postes d'emplois. Ainsi, environ un investissement étranger sur cinq concerne une nouvelle opération d'investissement, et
- 81% qui constituent des opérations d'extension, signe de la satisfaction et de la confiance renouvelée des entreprises étrangères ayant déjà investi en Tunisie. Ces 430 projets d'extension ont généré 1 587.9 MTND (92%) et ont permis de créer 9 134 (69%) nouveaux postes d'emplois.

Typologie des opérations d'investissement



b) Flux des IDI par secteur¹¹

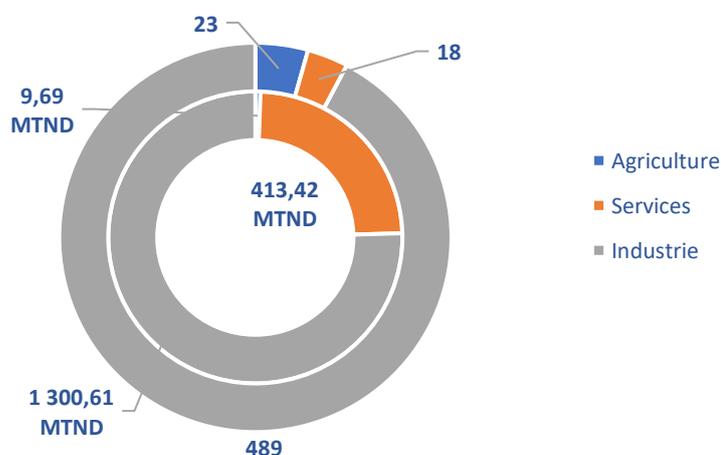
Du point de vue sectoriel, en 2022, la majorité des IDI vers la Tunisie est allée à l'industrie manufacturière, suivie par les services et l'agriculture. En termes de flux, l'industrie, avec une valeur de 1 300.61 MTND, est le secteur qui attire le plus d'investissements avec un montant triple que celui du secteur des services qui a bénéficié de 413.42 MTND. Le secteur de l'agriculture, quant à lui, s'est contenté de 9.69 MTND, une performance qui va à l'opposé de ces 5 dernières années.

Pour ce qui est du nombre d'opérations d'investissement, plus de 92% sont comptabilisées en faveur de l'industrie manufacturière, soit 489 projets, contre 23 en agriculture et 18 pour les services qui, de manière générale, attirent plus d'investisseurs étrangers et créent un plus grand nombre de nouveaux emplois.

Dans ce contexte, il est judicieux de souligner que la Tunisie, consciente qu'il n'y a pas seulement un unique secteur des services mais plutôt une multitude de services avec différents modèles opérationnels et plusieurs conditions concurrentielles et réglementaires, ne lésine pas sur les moyens pour consolider les acquis du secteur.

Dans ce cadre, rappelons que l'économie locale est largement tournée vers les services, qui représentent plus de 60% du PIB et emploient plus de la moitié de la main-d'œuvre du pays, y compris dans les secteurs en plein essor telles que les TIC, les IAA et le tourisme. La formation professionnelle et la recherche y sont aussi très porteurs.

Flux en valeur et en nombre de projets



¹¹ A partir de cette section, les chiffres et analyses ne tiennent pas compte du secteur de l'énergie, sauf indication contraire

En regardant les IDI des industries manufacturières de plus près, la répartition par branche d'activité avantage nettement les industries électriques et électroniques (IEE) et les industries mécaniques, métalliques et métallurgiques (IMMM) qui totalisent une valeur totale de 820.7 MTND, soit plus de 63% des IDI manufacturiers. Ce constat n'a rien d'étonnant puisqu'elles regroupent une grande variété de métiers et produits et constituent l'une des forces motrices de l'économie tunisienne.

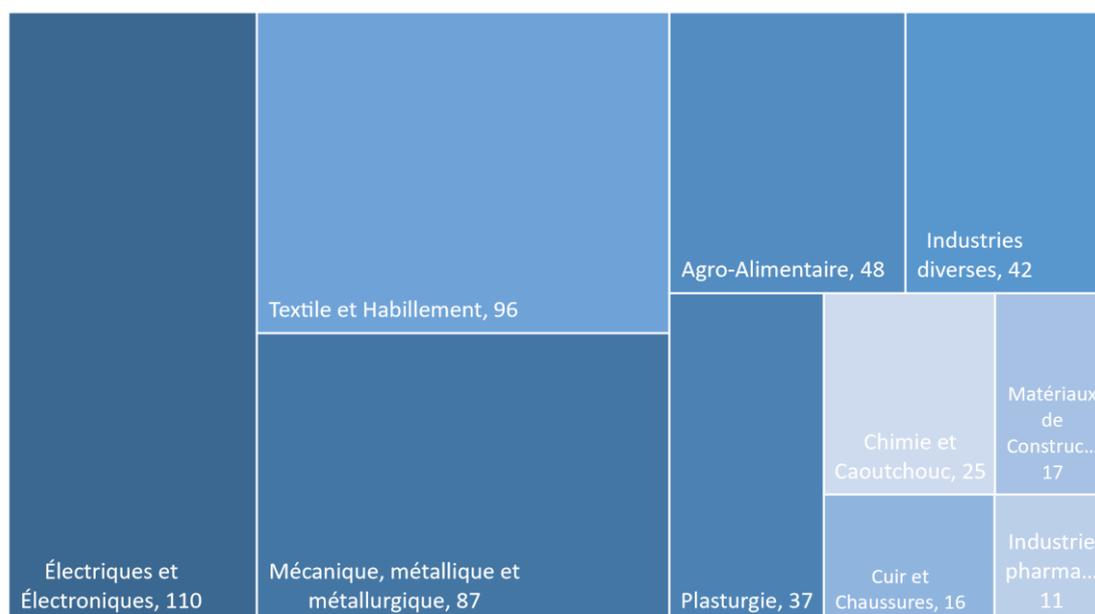
En termes de typologie, ce sont les secteurs nationaux du textile & habillement, l'agro-alimentaire (IAA) et les industries diverses (ID) qui ont souhaité les bienvenues à de nouvelles entreprises étrangères, soit respectivement 24, 16 et 14 récentes implantations.

Pour leur part, les IEE et les IMMM, en Tunisie, ont recensé 8 et 9 nouveaux projets en 2022, ce qui est nettement plus que la moyenne de ces 5 dernières années pour ces 2 branches. Cela confirme leur compétitivité accrue et leur notoriété croissante à l'échelle internationale, notamment les activités liées aux composants automobiles et aéronautiques.

D'ailleurs, les extensions réalisées par les entreprises étrangères œuvrant dans les IEE et les IMMM, et qui dépassent les 36% des 405 opérations de réinvestissement, viennent appuyer cela.

Le secteur historique du textile & habillement n'a rien à leur envier avec ses 72 opérations d'extension répertoriées.

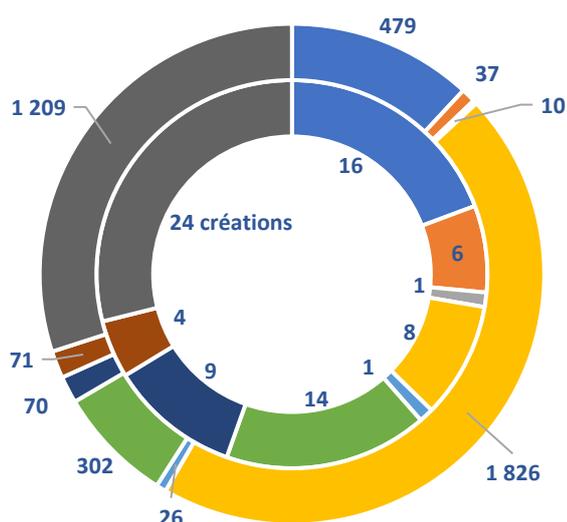
Répartition scetorielle des projets (secteur; nombre)



En matière de nouveaux emplois générés, les 24 nouvelles opérations d'investissement comptabilisées par le textile & habillement ont engendré la création de 1 209 nouveaux postes, soit une moyenne de 50 nouvelles recrues par projet.

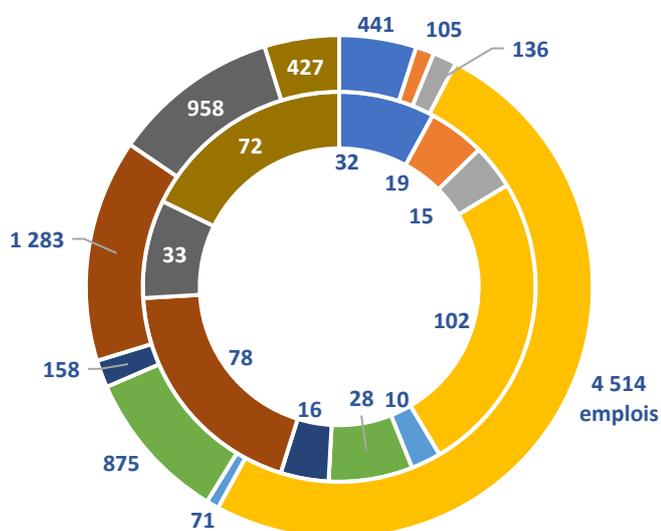
Toutefois, les IEE demeurent les plus créatrices de nouveaux postes d'emploi par opération d'investissement avec une moyenne de 228 emplois par projet nouvellement déclaré. Viennent ensuite les IAA avec 29 nouveaux postes et l'industrie pharmaceutique avec ses 26 emplois par projet.

Créations et emplois générés par branche



- Agro-Alimentaire
- Chimie et Caoutchouc
- Cuir et Chaussures
- Electricité et Electronique
- Industrie pharmaceutique
- Industries diverses
- Mécanique, métallique et métallurgique
- Plasturgie
- Textile et Habillement

Extensions et emplois maintenus par branche



- Agro-Alimentaire
- Chimie et Caoutchouc
- Cuir et Chaussures
- Electricité et Electronique
- Industrie pharmaceutique
- Industries diverses
- Matériaux de Construction
- Mécanique, métallique et métallurgique
- Plasturgie
- Textile et Habillement

Création / maintien d'emplois par branche d'activités et par type de projet

Secteur	Création	Extension	Total	Emplois
Électriques et Électroniques	8	102	110	6 340
Mécanique, métallique et métallurgique	9	78	87	1 353
Plasturgie	4	33	37	1 029
Agroalimentaire	16	32	48	920
Industries diverses	14	28	42	1 177
Textile et Habillement	24	72	96	1 636
Cuir et Chaussures	1	15	16	146
Matériaux de Construction	1	16	17	158
Industrie pharmaceutique	1	10	11	97
Chimie et Caoutchouc	6	19	25	142

c) Flux des IDI par pays d'origine

En 2022, la Tunisie a accueilli des projets d'investissement / réinvestissement d'entreprises originaires de près d'une cinquantaine de pays en provenance de l'ensemble des continents. L'Europe demeure, toutefois, le premier continent émetteur d'investissements directs internationaux vers la Tunisie avec plus de 80% des projets, une part légèrement supérieure à la moyenne de ces trois dernières années.

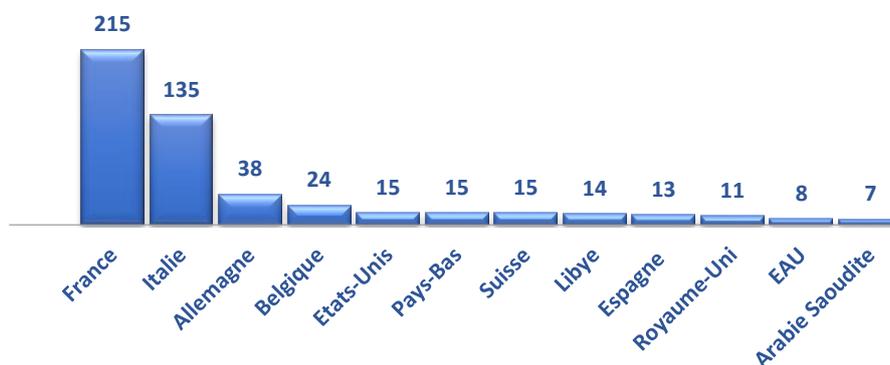
Pour sa part, le Moyen-Orient totalise 5% des opérations d'investissement enregistrées en Tunisie en 2022 suivi par l'Afrique et l'Asie avec une part de l'ordre de 4%.

À l'origine des 530 projets et environ 13 200 emplois créés ou maintenus, tous secteurs confondus mais toujours hors-énergie, la France occupe la 1^{ère} place des pays étrangers à investir en Tunisie en termes de projets (215), de montants (618.2 MTND) et d'emplois (4 931). Ces projets concernent principalement, et par ordre d'importance, les IMMM (51), les IEE (41), le T&H (37) et les ID (21).

Les seconde et troisième marches du podium ont été réservées respectivement à l'Italie, qui totalise 135 projets, et l'Allemagne avec 38 projets. Parmi ces projets germaniques nous constatons que, malheureusement, un seul touche le secteur des services plus précisément les services liés à la Recherche & Développement sans création d'emplois.

La Belgique, pour sa part, maintient toujours le rythme croissant du nombre de ses projets en Tunisie et ce, depuis ces 5 dernières années.

Principaux pays investisseurs par nombre de projets

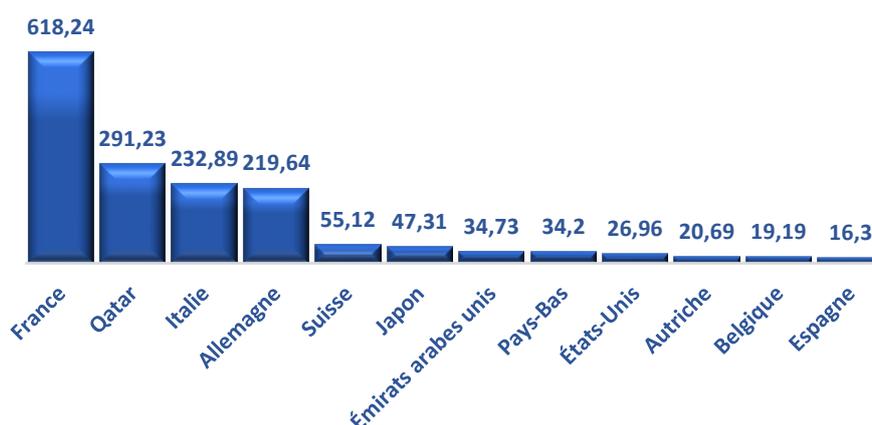


En ce qui concerne les montants d'IDI injectés dans le tissu industriel tunisien, le panorama des pays investisseurs est légèrement différent bien qu'on retrouve tout de même les principaux pays « classiques » et historiquement reliés à la Tunisie. En effet, le Qatar occupe la 2nde position après la France grâce à ses IDI dans deux projets relatifs au secteur financier et aux télécommunications.

La Suisse et le Japon occupent le milieu de la liste avec respectivement 55.12 et 47.31 MTND dans les secteurs des IEE.

En ce qui concerne les pays européens, à savoir la France, l'Italie et l'Allemagne, il est à souligner que les montants de leurs investissements concernent, sans grande surprise, outre le secteur des IEE, essentiellement les composants automobiles et aéronautiques, les branches du cuir & chaussure, le textile & habillement, la plasturgie et la chimie & caoutchouc.

Principaux pays investisseurs en valeur (en MTND)

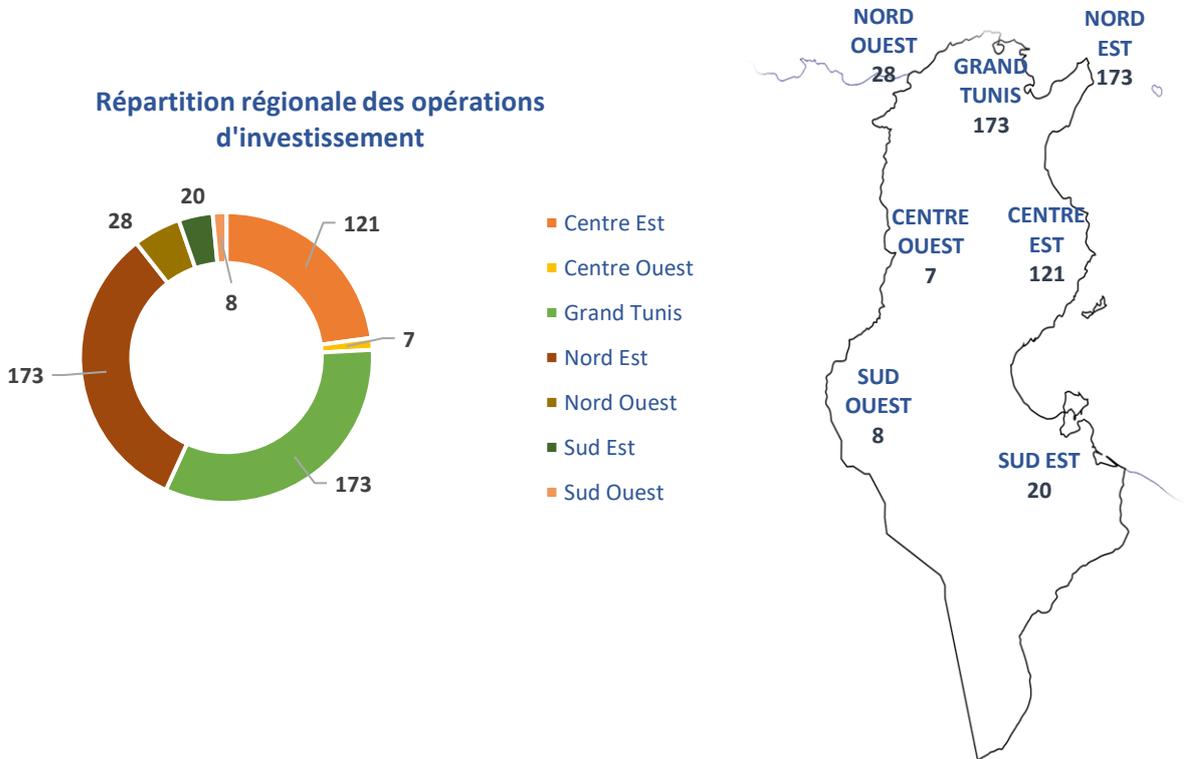


Enfin, notons que le Japon est le 1^{er} pays d'Asie en matière de création d'emplois en Tunisie avec 1 347 postes créés ou maintenus.

d) Flux des IDI en Tunisie¹²

En 2022, toutes les régions tunisiennes ont bénéficié d'une opération d'investissement qu'elle soit nouvelle création ou extension de projet.

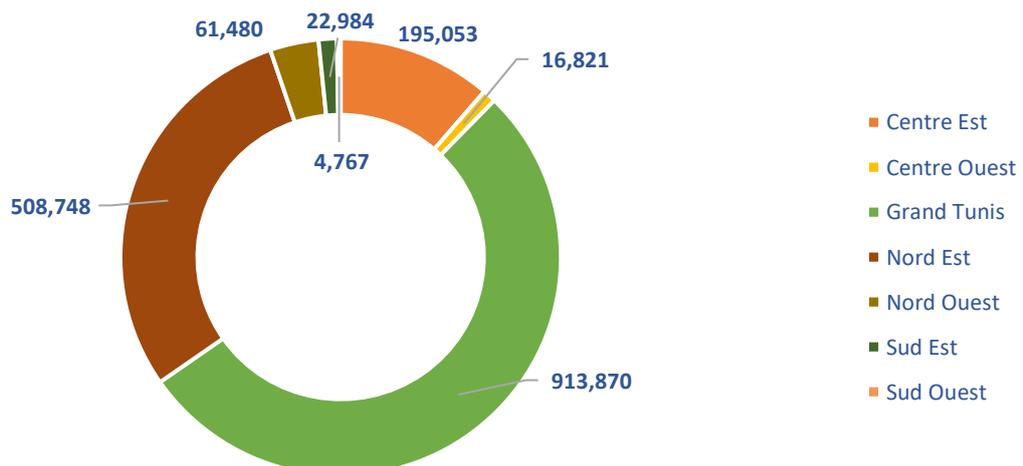
En effet, les 24 gouvernorats du pays ont su attirer des investissements étrangers, mais la part du lion revient, de manière quasi égale, à Nabeul et le Grand Tunis avec respectivement 97 et 96 projets.



En se penchant sur la répartition régionale des montants d'investissement, force est de constater, suite logique des faits, que le haut du podium est occupé par le Grand Tunis avec plus de 53% des investissements directs (913.9 MTND) suivi par le Nord Est (508.7 MTND) principalement Zaghouan et Nabeul, pour trouver en 3^{ème} position le Centre Est (195.1 MTND) et plus particulièrement le gouvernorat de Sousse.

Cette concentration des investissements dans ces régions côtières, environ 1 618 sur les 1 723 MTND drainés, dénote formellement la grande disparité régionale existante.

Répartition régionale des montants d'investissement (MTND)



Par ailleurs, la dichotomie sectorielle montre que la région du Nord Est, composée des gouvernorats de Bizerte, Nabeul et Zaghuan, demeure la plus prisée par les branches de l'agriculture et l'industrie, étant donné qu'elle a réussi à attirer respectivement 8 et 165 opérations d'investissement.

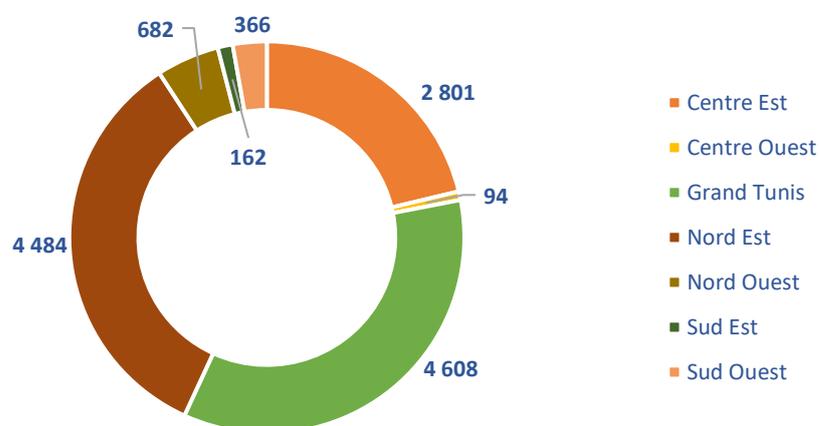
Le secteur des services, pour sa part, a été essentiellement concentré sur le Grand Tunis avec 14 projets sur les 18 enregistrés en Tunisie en 2022.

En ce qui concerne l'emploi, parmi les régions dites *intérieures*, le Nord-Ouest comptabilise 682 nouveaux emplois (ou maintenus) dans le gouvernorat de Jendouba, contre 366 pour la région du Sud-Ouest, notamment à Tozeur. Il est à souligner que la totalité des emplois dans ces deux régions concernent exclusivement les industries manufacturières.

De plus, par branche d'activités, nous constatons que les opérations d'investissement recensées en 2022 dans le secteur de l'agriculture dans le Sud-Est sont celles qui créent en moyenne le plus d'emplois, soit 4 emplois par projet. Le même raisonnement nous incite à avancer que dans le secteur des industries manufacturières, chaque opération d'investissement génère 45 postes d'emplois dans le Sud-Ouest (Tozeur et Kébili) contre 13 dans le Centre-Ouest ou encore 24 dans le Centre-Est et 9 dans le Sud-Est (Gabes et Médenine).

Enfin, pour le secteur des services, la palme revient au Grand Tunis où chaque opération d'investissement comptabilisée en 2022 est source de 10 emplois, en moyenne, contre 5 dans le Centre-Est.

Répartition régionale des emplois créés ou maintenus



III. S a) G


3 862
entreprises actives

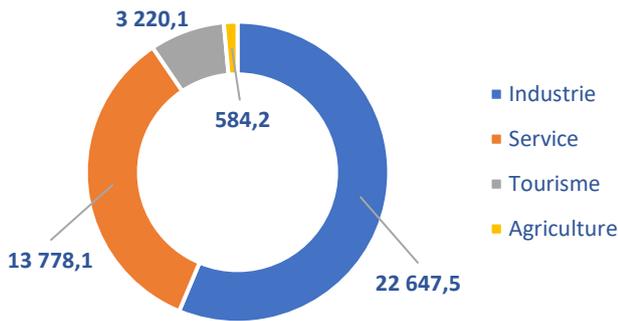

450 111
emplois

Les investissements directs internationaux cumulés, hors énergie et hors secteur financier, ont atteint en Tunisie, à la fin du mois de décembre 2022, la somme de 40 230 MTND.

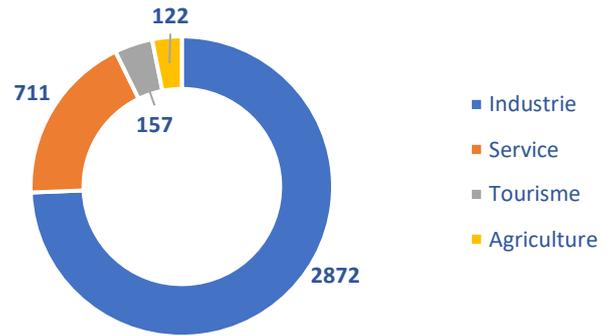
Ils sont répartis entre investissements dans les industries manufacturières d'une valeur de 22 647.5 MTND, dans les services avec un montant de 13 778.1 MTND, dans le secteur du tourisme avec 3 220.1 MTND et, viennent enfin, les investissements agricoles avec 584.2 MTND.

¹³ Au 31 décembre 2022

Répartition sectorielle du stock des IDI
(valeur en MTND)



Répartition sectorielle du stock des IDI
(nombre de projets)



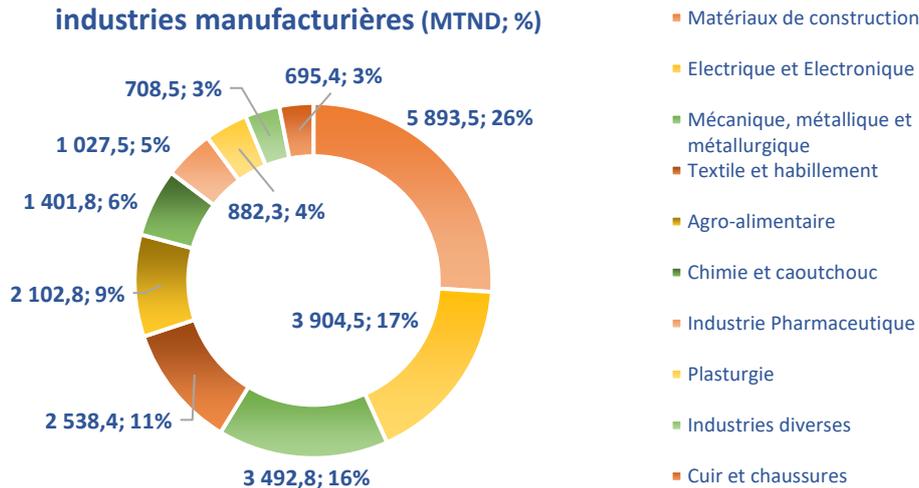
b) Stock des IDI par secteur

En Tunisie, les industries manufacturières sont dominées¹⁴ par 6 secteurs d'activités qui monopolisent le panorama des investissements directs étrangers en termes de montants d'investissement.

Entre autres branches d'activités, citons celles des matériaux de construction, de l'électricité & électronique, de la mécanique, métallique & métallurgique, du textile & habillement, des télécommunications et celles des services d'hébergement.

Nous remarquons que le secteur des matériaux de construction détient à lui seul un peu plus que 26% des investissements manufacturiers. Paradoxalement, et malgré cette domination, ce secteur a contribué à la création de seulement 2.5% des emplois.

Répartition sectorielle du stock d'IDI en valeurs
industries manufacturières (MTND; %)



En termes de nombre de projets manufacturiers, sans grande surprise, de par son historique, le secteur du textile & habillement qui se positionne comme pilier de l'industrie tunisienne et qui conserve une place de choix dans l'économie nationale, détient plus de 41% des projets de cette catégorie. Il compte 1 190 entreprises étrangères sur un total de 2 872 et emploie plus de 35% de la main d'œuvre manufacturière sur l'ensemble du territoire tunisien.

Par la suite, sont classés le secteur de la mécanique & métallique et celui de l'électricité & électronique, fers de lance de l'industrie tunisienne, avec 417 et 283 sociétés ayant choisi la Tunisie pour y développer leurs activités.

¹⁴ Il s'agit ici des secteurs dont les montants d'investissement dépassent la barre des 2 500 MTND

Répartition sectorielle du stock d'IDI en nombre industries manufacturières



Enfin, en matière d'emplois, sur les 450 111 postes créés grâce aux implantations de sociétés étrangères, 379 790 sont actifs dans les industries manufacturières. Et bien que la main d'œuvre tunisiennes touche toutes les branches d'activités, la majorité est employée par le secteur textile & habillement, soit un peu plus que 35% (136 004), l'électrique & électronique (108 351) mais également l'agro-alimentaire (21 423) ainsi que le cuir & la chaussure (27 635), pour ne citer que ceux-là.

A noter que dans le secteur des services, qui emploie 45 994 personnes, les centres d'appels (17 090) et les télécommunications (12 495) viennent en premier lieu et sont suivis par les services informatiques avec 9 693 postes d'emplois.

c) Stock des IDI par pays d'origine

En Tunisie, les investissements directs internationaux sont diversifiés tant en branches d'activités que de pays d'origine étant donné qu'ils proviennent de 76 pays étrangers.

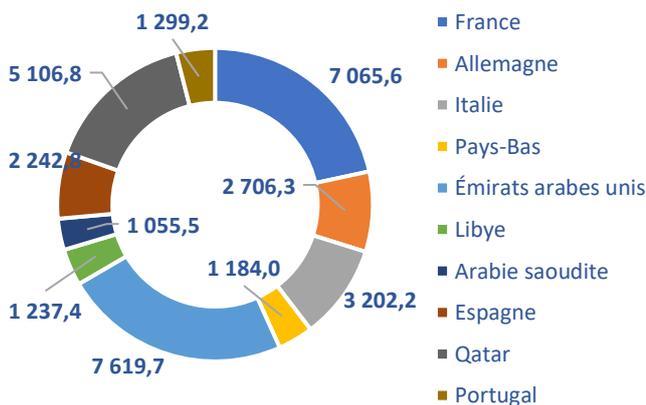
De par sa proximité géographique et son Histoire, l'Europe Occidentale et le Moyen-Orient sont très présents mais de plus en plus de pays s'intéressent à la Tunisie, aussi bien pour la qualité de sa main d'œuvre, son marché local ou sa vocation d'être un hub régional.

Les Emirats Arabes Unis demeure le 1^{er} émetteur d'IDI en Tunisie avec principalement des opérations d'investissement dans les télécommunications et l'agro-alimentaire totalisant un montant avoisinant les 7 620 MTND.

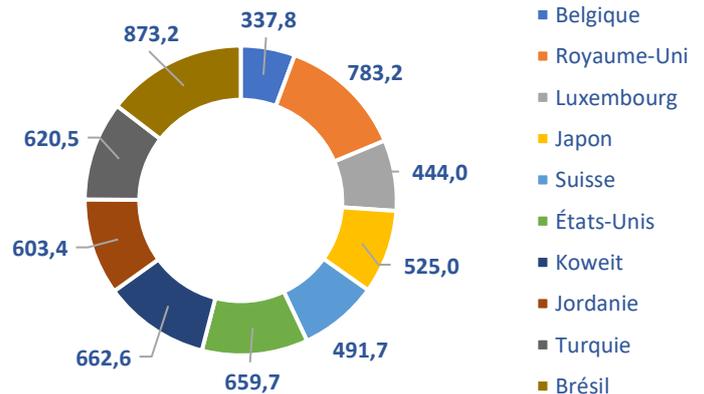
La France, de son côté, occupe la seconde position avec 7 065 MTND investis dans pratiquement tous les secteurs d'activités et est suivie par le Qatar, avec également un vif intérêt pour les télécommunications et l'hôtellerie. Il occupe la troisième place avec un investissement de 5 106 MTND.

On trouve, par la suite, nos partenaires européens avec l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne et les Pays-Bas tel qu'illustré ci-dessous.

TOP 10 pays émetteurs d'IDI (>1 000 MTND)

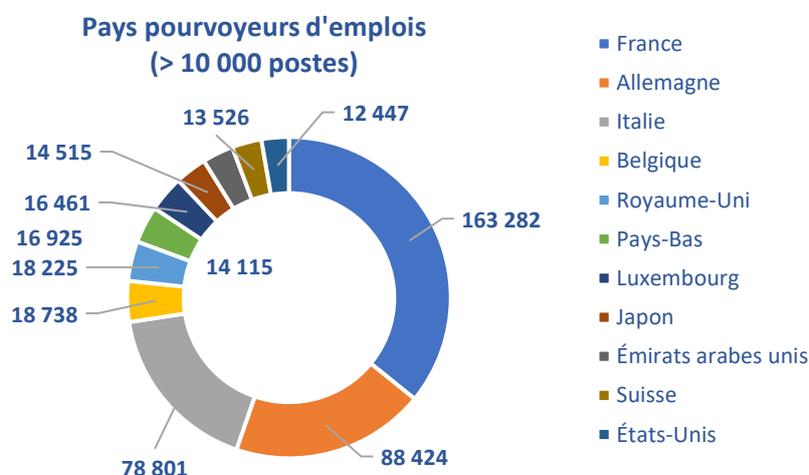


TOP 10 pays émetteurs d'IDI (300 - 1 000 MTND)



leurs homologues allemandes, ces dernières créent 88 424 emplois, soit à peine la moitié. Ils sont essentiellement concentrés dans les IEE et le T&H.

Les sociétés italiennes, sont aussi créatrices d'emplois avec 78 801 postes répartis entre les branches des IEE, le T&H ainsi que le C&C, de manière assez similaire aux compagnies britanniques, belges et luxembourgeoises. Pour leur part, les Etats-Unis, outre les secteurs classiques, emploient relativement une importante proportion dans les centres d'appels et les services informatiques.



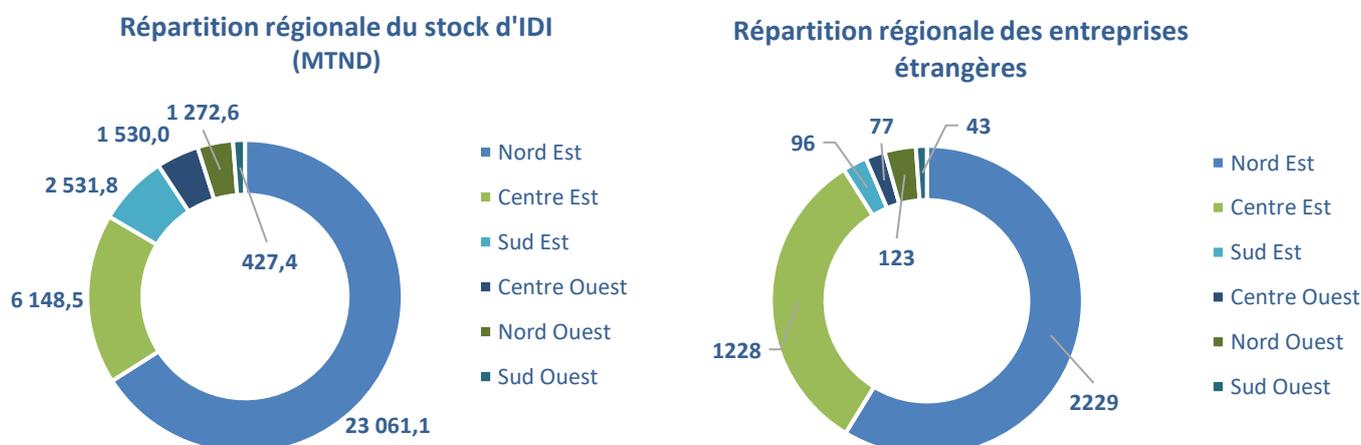
d) Stock des IDI par région

Malgré les mesures d'incitation du gouvernement tunisien pour propager les investissements privés à toutes les régions, les investissements directs internationaux restent concentrés dans quelques gouvernorats dont Tunis, avec 575 entreprises étrangères, Sousse (571) et Nabeul (525).

Ils sont talonnés par Monastir (460), Ben Arous (362), Bizerte (245), Ariana (243) et Sfax (130), autant dire que des villes côtières.

Au bas du tableau, avec moins de 10 sociétés étrangères présentes, on trouve Kébili (Sud-Ouest), Kasserine (Centre-Ouest) et Tataouine (Sud-Est).

Le raisonnement en termes de montants d'investissements injectés est identique avec une dominante dirigée, entre autres, vers Tunis, Ariana, Sousse, Monastir et Gabès.



Préoccupé par le clivage régional et les disparités entre les gouvernorats, la nouvelle loi sur l'investissement encourage activement les investissements dans les régions économiquement défavorisées du sud et du centre de la Tunisie, via divers moyens à l'instar des exonérations fiscales et des exonérations totales de cotisations

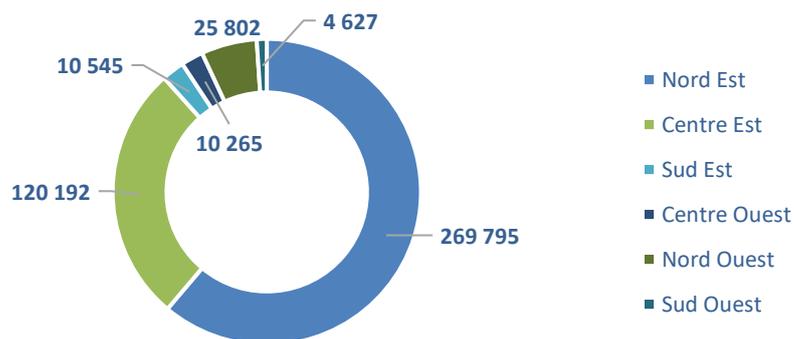
sociales pour les entreprises basées dans des zones de développement régional, des subventions spécifiques ou autres couverture des cotisations patronales par l'État.

D'ailleurs, le Plan de Développement triennal 2023-2025 ambitionne de générer un impact positif durable sur l'attractivité de l'ensemble des territoires en mettant tout en œuvre pour réunir les conditions propices à rendre certaines régions plus attractives pour les investissements.

En ce qui concerne l'analyse sectorielle par région, les IEE, les IMMM, le textile & habillement et les centres d'appels font, presque, l'unanimité alors que le reste des branches d'activités demeure tributaire de la vocation de chacune des régions. A titre d'exemple, alors que le Sud-Ouest comptabilise 11 entreprises spécialisées dans l'hébergement, le Nord-Ouest, lui, a attiré 23 sociétés étrangères.

Le Centre-Ouest regroupe plutôt des entreprises dans les industries diverses (8) et dans les matériaux de construction (9). Par contre, le Centre-Est dénombre 62 compagnies en études & conseils, 48 dans les services informatiques et 26 dans l'hébergement.

Répartition régionale de l'emploi généré par les IDI



ANNEXES STATISTIQUES¹⁵

Flux des investissements directs internationaux 2022¹⁶ par pays d'origine (en MTND)



Pays	Nb Projets	IDI	Emplois
France	215	618,24	4 931
Qatar	2	291,226	43
Italie	135	232,894	2 391
Allemagne	38	219,636	3 011
Suisse	15	55,120	421
Japon	5	47,309	1 347
Émirats Arabes Unis	8	34,729	135
Pays-Bas	15	34,202	51
États-Unis	15	26,960	200
Autriche	4	20,688	64
Belgique	24	19,186	136
Espagne	13	16,303	153
Turquie	7	12,595	146
Singapour	2	12,510	0
Monaco	1	11,815	56
Royaume-Uni	11	9,872	158
Libye	14	8,742	110
Jordanie	4	6,245	47
Portugal	2	5,441	47
Algérie	5	5,365	66
Inde	2	5,296	48
Luxembourg	7	5,113	103
Bahreïn	1	5,000	0
Irak	6	4,802	342
Koweït	3	3,502	92
Corée du Sud	2	3,176	28

Pays	Nb Projets	IDI	Emplois
Arabie saoudite	7	3,026	156
Malaisie	1	1,034	0
Roumanie	2	0,914	0
Irlande	1	0,864	0
Malte	5	0,644	10
Russie	2	0,287	22
Chine	3	0,240	6
Côte d'Ivoire	1	0,185	0
Égypte	3	0,179	12
Oman	1	0,110	0
Liban	2	0,101	0
Canada	1	0,091	0
Îles Maurice	2	0,071	6
Panama	1	0,062	0
Maroc	2	0,061	0
Norvège	1	0,061	1
Albanie	1	0,050	0
Syrie	1	0,030	8
Îles Vierges	1	0,028	8
Grèce	1	0,015	10
Suède	1	0,004	0
Indonésie	1	0,001	0
Gibraltar	1	0,001	0
Total	530	1 724,024	13 197

¹⁵ Source : APII - APIA - ONTT - DOUANE - BCT

¹⁶ Le nombre d'opérations d'investissement correspond aux entreprises dans lesquelles participent les ressortissants d'une nationalité déterminée. Les projets, les valeurs d'investissements ainsi que le nombre d'emplois, sont comptés autant de fois qu'il y a de nationalités.

**Flux des investissements directs internationaux 2022
par secteur d'activité (valeur en MTND)**



Branche	Secteur	Créations			Extensions & Autres			Total		
		Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
	Agriculture	13	4,81	8	10	4,88	27	23	9,69	35
Total Agriculture		13	4,81	8	10	4,88	27	23	9,69	35
	Autres services	1	12,45	13	2	9,81	15	3	22,26	28
	Études et conseils	-	-	-	1	0,16	1	1	0,16	1
	Secteur Financier	-	-	-	3	242,91	0	3	242,91	0
	Services Informatiques	1	0,01	2	1	0,52	5	2	0,53	7
	Services recherche et dev.	-	-	-	1	0,06	0	1	0,06	0
	Télécommunications	1	0,95	10	5	133,58	115	6	134,53	125
	Tourisme et Immobilier	-	-	-	2	12,96	3	2	12,96	3
Total Services		3	13,41	25	15	400,02	139	18	413,42	164
	Agro-Alimentaire	16	11,06	479	32	93,15	441	48	104,21	920
	Chimie et Caoutchouc	6	0,96	37	19	6,80	105	25	7,77	142
	Cuir et Chaussures	1	0,08	10	15	43,97	136	16	44,05	146
	Électrique et Électronique	8	87,98	1 826	102	540,45	4 514	110	628,44	6 340
	Industrie pharmaceutique	1	0,04	26	10	12,62	71	11	12,66	97
	Industries diverses	14	2,69	302	28	85,97	875	42	88,66	1 177
	Matériaux de Construction	1	0,09	0	16	25,65	158	17	25,74	158
	Mécanique, métallique et métallurgique	9	2,79	70	78	189,53	1 283	87	192,32	1 353
	Plasturgie	4	0,93	71	33	134,47	958	37	135,40	1 029
	Textile et Habillement	24	11,01	1 209	72	50,35	427	96	61,36	1 636
Total Industrie		84	117,64	4 030	405	1 182,97	8 968	489	1 300,61	12 998
Total		100	135,86	4 063	430	1 587,87	9 134	530	1 723,72	13 197

**Flux des investissements directs internationaux 2022
par gouvernorat et par branche d'activité (valeur en MTND)**



Branche		Agriculture			Industrie			Services			Total		
Région	Gouvernorat	Nb Projets	IDE	Emploi	Nb Projets	IDE	Emploi	Nb Projets	IDE	Emploi	Nb Projets	IDE	Emploi
Centre Est	Mahdia	-	-	-	14	15,573	285	-	-	-	14	15,573	285
	Monastir	2	0,006	0	32	48,075	924	-	-	-	34	48,081	924
	Sfax	-	-	-	14	4,005	262	-	-	-	14	4,005	262
	Sousse	1	0,029	0	55	117,33	1 314	3	10,027	16	59	127,39	1 330
	Total	3	0,035	0	115	184,99	2 785	3	10,027	16	121	195,05	2 801
Centre Ouest	Kairouan	-	-	-	5	16,119	92	-	-	-	5	16,119	92
	Kasserine	-	-	-	2	0,702	2	-	-	-	2	0,702	2
	Total	-	-	-	7	16,821	94	-	-	-	7	16,821	94
Grand Tunis	Ariana	2	0,189	0	16	56,655	292	1	0,523	5	19	57,367	297
	Ben Arous	-	-	-	95	309,52	2 492	1	12,450	13	96	321,97	2 505
	Mannouba	1	0,648	0	16	78,813	1 302	-	-	-	17	79,461	1 302
	Tunis	-	-	-	29	64,650	376	12	390,41	128	41	455,06	504
	Total	3	0,837	0	156	509,64	4 462	14	403,38	146	173	913,87	4 608
Nord Est	Bizerte	4	1,542	12	35	82,680	666	-	-	-	39	84,222	678
	Nabeul	4	1,541	6	93	263,74	2 944	-	-	-	97	265,28	2 950
	Zaghouan	-	-	-	37	159,23	856	-	-	-	37	159,23	856
	Total	8	3,083	18	165	505,66	4 466	-	-	-	173	508,74	4 484
Nord Ouest	Beja	2	0,550	0	11	46,304	230	-	-	-	13	46,854	230
	Jendouba	2	3,521	0	6	9,824	414	-	-	-	8	13,345	414
	Kef	-	-	-	3	0,999	10	-	-	-	3	0,999	10
	Siliana	1	0,110	0	3	0,172	28	-	-	-	4	0,282	28
	Total	5	4,181	0	23	57,299	682	-	-	-	28	61,480	682
Sud Est	Gabès	4	1,557	17	8	20,591	77	-	-	-	12	22,148	94
	Médenine	-	-	-	6	0,813	64	1	0,006	2	7	0,819	66
	Tataouine	-	-	-	1	0,018	2	-	-	-	1	0,018	2
	Total	4	1,557	17	15	21,422	143	1	0,006	2	20	22,984	162
Sud Ouest	Gafsa	-	-	-	4	0,843	5	-	-	-	4	0,843	5
	Kébili	-	-	-	1	0,600	40	-	-	-	1	0,600	40
	Tozeur	-	-	-	3	3,323	321	-	-	-	3	3,323	321
	Total	-	-	-	8	4,767	366	-	-	-	8	4,767	366
Total		23	9,692	35	489	1 300,61	12 998	18	413,42	164	530	1 723,72	13 197

**Stock des investissements directs internationaux
au 31 décembre 2022 par provenance¹⁷ (valeur en MTND)**

Pays	Nombre	Investissement	IDI	% IDI / Total	% IDI / Invest.	Emploi
Total - IDE (hors énergie)	3 862	63 926,9	40 230,0	100%	62,93%	450 111
France	1 568	12 063,0	7 065,6	21,21%	58,57%	163 282
Allemagne	297	4 575,5	2 706,3	8,12%	59,15%	88 424
Italie	948	5 425,4	3 202,2	9,61%	59,02%	78 801
Belgique	215	624,8	337,8	1,01%	54,06%	18 738
Royaume-Uni	91	1 561,5	783,2	2,35%	50,15%	18 225
Pays-Bas	94	1 800,5	1 184,0	3,55%	65,76%	16 925
Luxembourg	53	1 094,9	444,0	1,33%	40,55%	16 461
Japon	19	997,7	525,0	1,58%	52,62%	14 515
Émirats arabes unis	43	22 394,9	7 619,7	22,87%	34,02%	14 115
Suisse	101	1 010,6	491,7	1,48%	48,65%	13 526
États-Unis	71	1 091,7	659,7	1,98%	60,43%	12 447
Libye	110	2 111,7	1 237,4	3,71%	58,60%	7 938
Arabie saoudite	49	3 564,4	1 055,5	3,17%	29,61%	7 468
Espagne	68	3 864,1	2 242,8	6,73%	58,04%	7 268
Autriche	21	230,6	144,1	0,43%	62,50%	4 924
Koweït	20	2 094,4	662,6	1,99%	31,64%	4 653
Qatar	11	5 630,9	5 106,8	15,33%	90,69%	4 376
Algérie	67	398,0	76,9	0,23%	19,32%	3 813
Suède	8	241,9	55,6	0,17%	23,00%	3 025
Portugal	43	1 367,6	1 299,2	3,90%	95,00%	2 834
Corée du Sud	6	98,7	94,3	0,28%	95,55%	2 329
Irlande	9	20,2	8,1	0,02%	40,14%	2 269
Jordanie	19	814,7	603,4	1,81%	74,07%	2 093
Malte	16	348,3	103,1	0,31%	29,61%	1 893
Turquie	38	662,0	620,5	1,86%	93,74%	1 854
Maroc	38	186,4	87,0	0,26%	46,66%	1 767
Bahamas	2	116,3	106,4	0,32%	91,53%	1 598
Canada	32	391,3	45,1	0,14%	11,53%	1 584
Irak	16	269,2	85,3	0,26%	31,68%	1 514
Russie	12	285,4	66,7	0,20%	23,35%	1 119
Chine	19	54,0	29,5	0,09%	54,66%	1 075
Panama	11	45,5	25,4	0,08%	55,82%	1 008
Roumanie	11	61,1	4,4	0,01%	7,14%	912
Inde	3	678,1	204,0	0,61%	30,08%	771
Liban	27	115,4	19,1	0,06%	16,52%	754
Monaco	6	62,3	33,1	0,10%	53,19%	693
Grèce	10	79,8	28,1	0,08%	35,27%	627
Bahreïn	5	115,4	50,3	0,15%	43,59%	573
Chypre	9	33,0	2,5	0,01%	7,57%	537
Singapour	4	109,8	88,8	0,27%	80,89%	484
Danemark	4	4,8	0,9	0,00%	19,12%	473

¹⁷ Hors énergie et en valeur constante – Année de base 2010

Il s'agit des entreprises dans lesquelles participent les ressortissants d'une nationalité déterminée. Les projets, les valeurs d'investissements, ainsi que le nombre d'emplois sont comptés autant de fois qu'il y a de nationalités.

Îles Maurice	7	70,4	22,9	0,07%	32,51%	453
Norvège	10	35,1	16,1	0,05%	45,75%	349
Égypte	9	24,8	8,0	0,02%	32,49%	322
Brésil	3	873,3	873,2	2,62%	99,99%	290
Ukraine	3	33,0	2,6	0,01%	7,85%	290
Australie	3	2,6	0,8	0,00%	31,72%	256
Syrie	17	8,0	6,0	0,02%	74,82%	250
Bulgarie	5	53,7	32,3	0,10%	60,14%	218
Gibraltar	2	21,6	7,5	0,02%	34,47%	133
Soudan	1	23,6	5,9	0,02%	25,00%	122
Slovénie	1	1,2	1,2	0,00%	98,00%	105
Rwanda	1	3,89	0,74	0,00%	19,00%	105
Islande	1	0,20	0,05	0,00%	25,00%	90
Mauritanie	1	74,78	14,96	0,04%	20,00%	89
République Tchèque	2	5,44	4,43	0,01%	81,46%	60
Macédoine	1	0,44	0,22	0,00%	50,00%	46
Oman	2	11,32	7,35	0,02%	64,90%	45
Bermudes	1	0,73	0,73	0,00%	100,00%	45
Cap Vert	1	0,11	0,03	0,00%	24,00%	29
Palestine	3	1,16	0,41	0,00%	35,71%	28
Bangladesh	1	3,20	0,16	0,00%	5,00%	26
Kenya	1	15,91	7,95	0,02%	50,00%	23
Hongrie	1	0,73	0,06	0,00%	8,00%	18
Pakistan	2	5,47	5,47	0,02%	100,00%	17
Albanie	1	4,92	3,94	0,01%	80,00%	11
Afrique du sud	1	1,45	0,43	0,00%	30,00%	6
Seychelles	4	0,15	0,14	0,00%	90,05%	6
Finlande	1	0,04	0,04	0,00%	100,00%	5
Estonie	1	0,03	0,01	0,00%	20,00%	5
Cameroun	3	0,09	0,07	0,00%	82,70%	3
R.D. Congo	1	0,08	0,08	0,00%	100,00%	2
Thaïlande	1	0,02	0,02	0,00%	100,00%	2
Serbie	1	0,02	0,02	0,00%	100,00%	2
Pologne	1	0,03	0,01	0,00%	25,00%	2
Niger	1	0,02	0,02	0,00%	100,00%	1

**Stock des investissements directs internationaux
au 31 décembre 2022 par secteur d'activité¹⁸ (valeur en MTND)**



Secteur	Nombre	Investissement	IDI	% IDI / Total	% IDI / Invest.	Emplois
Total - IDE (hors énergie)	3 862	63 926,9	40 230	100%	62,93%	450 111
Matériaux de construction	105	7 080,3	5 893,5	14,65%	83,24%	9 496
Électrique et électronique	283	4 483,4	3 904,5	9,71%	87,09%	108 351
Mécanique, métallique et métallurgique	417	4 154,9	3 492,8	8,68%	84,07%	31 062
Textile et habillement	1 190	2 937,9	2 538,4	6,31%	86,40%	136 004
Agro-alimentaire	227	3 798,8	2 102,8	5,23%	55,35%	21 423
Chimie et caoutchouc	100	2 701,1	1 401,8	3,48%	51,90%	7 644
Industrie Pharmaceutique	41	1 629,2	1 027,5	2,55%	63,07%	8 393
Plasturgie	150	1 068,3	882,3	2,19%	82,59%	14 052
Industries diverses	211	974,3	708,5	1,76%	72,72%	15 730
Cuir et chaussures	148	709,2	695,4	1,73%	98,05%	27 635
Total Industrie	2 872	29 537,2	22 647,5	56,30%	76,67%	379 790
Télécommunications	12	25 581,2	11 416,5	28,38%	44,63%	12 495
Secteur Financier	5	1 174,1	964,3	2,40%	82,13%	991
Transport	6	545,3	544,7	1,35%	99,88%	591
Services informatiques	227	228,6	198,7	0,49%	86,93%	9 693
Autres services	71	325,4	191,4	0,48%	58,82%	1 098
Promotion immobilière	4	120,6	120,1	0,30%	99,58%	37
Éducation et enseignement	3	287,6	94,7	0,24%	32,94%	181
Formation professionnelle	8	149,2	88,1	0,22%	59,04%	259
Centres d'appels	63	81,3	77,1	0,19%	94,82%	17 090
Études et conseils	279	72,1	64,6	0,16%	89,57%	2 973
Travaux publics	5	22,3	9,1	0,02%	40,87%	156
Technologies de l'environnement	20	13,0	6,2	0,02%	47,64%	368
Animation jeunesse et enfance	3	4,5	2,3	0,01%	49,96%	17
Industries culturelles et créatives	5	0,7	0,4	0,00%	63,85%	45
Total Services	711	28 606,0	13 778,1	34,25%	48,17%	45 994
Hébergement	98	4 155,0	2 750,3	6,84%	66,19%	16 615
Divers touristes	23	343,9	271,7	0,68%	79,00%	615
Animation	36	246,2	198,2	0,49%	80,49%	921
Total Tourisme	157	4 745,1	3 220,1	8,00%	67,86%	18 151
Agricole	87	762,8	439,7	1,09%	57,65%	5 070
Aquaculture	6	142,0	90,3	0,22%	63,63%	322
Pêche	19	74,7	40,6	0,10%	54,40%	464
Services agricoles	10	59,1	13,5	0,03%	22,80%	320
Total Agriculture	122	1 038,5	584,2	1,45%	56,25%	6 176

¹⁸ Hors énergie et en valeur constante – Année de base 2010

**Stock des investissements directs internationaux
au 31 décembre 2022 par gouvernorat¹⁹ (valeur en MTND)**

Gouvernorat	Nombre	Investissement	IDI	% IDI / Total	% IDI / Invest.	Emplois
Total - IDE (hors énergie)	3 862	63 926,9	40 230	100%	62,93%	450 111
Tunis	575	22 471,1	9 396,1	23,36%	41,81%	43 514
Ariana	243	4 469,1	3 981,1	9,90%	89,08%	24 852
Ben Arous	362	5 128,8	3 946,0	9,81%	76,94%	49 264
Nabeul	525	3 151,5	2 014,2	5,01%	63,91%	67 021
Bizerte	245	2 381,7	1 674,8	4,16%	70,32%	48 633
Zaghouan	171	1 903,9	1 637,0	4,07%	85,98%	24 277
Manouba	108	501,4	411,9	1,02%	82,14%	12 234
Total Nord Est	2229	40 007,4	23 061,1	57,32%	57,64%	269 795
Sousse	571	4 402,7	3 550,4	8,83%	80,64%	52 287
Monastir	460	2 204,8	1 710,1	4,25%	77,56%	50 539
Sfax	130	1 174,7	451,6	1,12%	38,45%	10 321
Mahdia	67	644,4	436,3	1,08%	67,70%	7 045
Total Centre Est	1228	8 426,6	6 148,5	15,28%	72,96%	120 192
Gabès	34	1 885,4	1 708,8	4,25%	90,63%	6 150
Médenine	56	1 443,6	812,4	2,02%	56,28%	4 237
Tataouine	6	31,2	10,6	0,03%	33,98%	158
Total Sud Est	96	3 360,1	2 531,8	6,29%	75,35%	10 545
Kairouan	55	1 526,9	1 003,9	2,50%	65,75%	7 674
Kasserine	8	421,5	376,3	0,94%	89,28%	827
Sidi Bouzid	14	187,2	149,7	0,37%	79,99%	1 764
Total Centre Ouest	77	2 135,6	1 530,0	3,80%	71,64%	10 265
Beja	53	950,9	619,8	1,54%	65,18%	12 032
Jendouba	32	692,7	472,5	1,17%	68,22%	6 976
Siliana	27	202,9	169,8	0,42%	83,66%	6 148
Kef	11	20,6	10,5	0,03%	50,78%	646
Total Nord Ouest	123	1 867,1	1 272,6	3,16%	68,16%	25 802
Tozeur	22	298,5	245,5	0,61%	82,24%	1 892
Gafsa	13	181,5	150,1	0,37%	82,72%	2 405
Kébili	8	52,4	31,7	0,08%	60,60%	330
Total Sud Ouest	43	532,4	427,4	1,06%	80,27%	4 627

¹⁹ Hors énergie et en valeur constante – Année de base 2010



Créée en 1995, l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur «FIPA-Tunisia» est un organisme public chargé d'apporter le soutien nécessaire aux investisseurs étrangers et de promouvoir l'investissement international en Tunisie.

Certifiée ISO 9001, FIPA-Tunisia et ses bureaux à l'étranger forment un réseau :

- **d'information** sur les opportunités d'investissement en Tunisie et les besoins des investisseurs étrangers
- **de contact** à partir de Tunis ou de l'étranger via prospection et missions de contacts spécifiques
- **de conseil** sur les conditions appropriées pour la réussite des projets d'internationalisation
- **d'accompagnement** de l'investisseur dans ses visites de prospection en Tunisie et dans les différentes phases de réalisation de son projet
- **d'appui** pour améliorer la pérennité de l'entreprise par un suivi personnalisé et une assistance permanente



FIPA-Tunisia

Rue Salaheddine El Ammami
Centre Urbain Nord, 1004 Tunis – Tunisie
(+216) 70 241 500 – (+216) 71 231 400
fipa.tunisia@fipa.tn
www.investintunisia.tn

Cologne

fipa.cologne@investintunisia.de

Londres

fipa.london@investintunisia.org.uk

Madrid

fipa.madrid@investintunisia.es

Milan

fipa.milan@investintunisia.it

Paris

fipa.paris@investintunisia-org.fr